



Savoirs Communs n°1

Extrême pauvreté et développement

Agence Française
de Développement
& ATD Quart Monde

Savoirs Communs

Dans le cadre de son deuxième Projet d'orientation stratégique, l'Agence Française de Développement s'engage dans un programme de coopération renforcée avec la société civile et les ONG.

La série *Savoirs Communs* a pour objectif de faire vivre une dynamique de capitalisation et d'échanges autour des pratiques respectives de l'AFD et des acteurs de la société civile dans une perspective d'apprentissage et d'enrichissement commun.

Série conçue et coordonnée par Joseph ZIMET
Coordination et relecture de ce numéro : Marie FENOLL, Florence GUESNON
Conception et réalisation graphique : Agence le troisième pôle
www.letroisiemepole.com

Synthèse du séminaire « Extrême pauvreté et développement »

Ce séminaire a été organisé le mercredi 14 juin 2006 au siège de l'Agence Française de Développement, avec le concours de l'Agence Française de Développement et à l'initiative du mouvement ATD Quart Monde.

Participants :

- M. Jean-François BENHAMOU, chargé de mission au département Infrastructures et Développement urbain de l'Agence Française de Développement (AFD),
- M. Pascal BROUILLET, chargé de mission au sein de la division Santé de l'AFD,
- M. Foulques CHOMBART de LAUWE, chargé de mission au département Afrique de l'Ouest de l'AFD,
- M. Bruno COUDER, Délégué général adjoint du mouvement international ATD Quart Monde,
- M. Michel DOUCIN, ambassadeur pour les Droits de l'Homme au Ministère des Affaires Etrangères (MAE),
- M. Xavier GODINOT, directeur de l'Institut de Recherche et de Formation d'ATD Quart Monde,
- M. Javier HERRERA, Directeur de l'Unité de recherche DIAL de l'Institut de Recherche sur le Développement,
- M. Marc LEVY, chef de bureau des politiques de développement et de la prospective à la sous-direction de la stratégie, des questions européennes et multilatérales de la DGCID (MAE) et ancien coordonateur du réseau IMPACT,
- M. Jean-David NAUDET, chef de la division de l'évaluation et de la capitalisation à l'AFD,
- M. Bernard PINAUD, Délégué général du CRID, coordinateur de l'Action mondiale contre la pauvreté-France,
- M. Jean-Michel SEVERINO, Directeur général de l'AFD,
- M. Bernard TARDIEU, PDG de Coyne et Bellier.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Ouverture du séminaire | 4 |
| – Introduction par Jean-Michel SEVERINO, <i>Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD)</i> | 5 |
| – Introduction par Bruno COUDER, <i>Délégué général adjoint du Mouvement International ATD Quart Monde</i> | 7 |
| 1. Entendre la «voix des pauvres» | 8 |
| – Introduction des monographies par Xavier GODINOT, <i>Directeur de l'Institut de Recherche et de Formation du Mouvement International ATD Quart Monde</i> | 10 |
| – Introduction de la présentation des travaux par le président de séance Jean-David NAUDET, <i>chef de la division de l'évaluation et de la capitalisation à l'AFD</i> | 11 |
| 1. L'importance du tissu social : la famille et la communauté | 12 |
| – Présentation de la monographie de la famille péruvienne Rojas-Paucar par Rosario Macedo de UGARTE et Marco Aurelio UGARTE, <i>fondateurs d'ATD Quart Monde au Pérou</i> | 12 |
| – Commentaire de M. Javier HERRERA, <i>Directeur de l'Unité de recherche DIAL de l'Institut de Recherche sur le Développement</i> | 22 |
| 2. Repenser l'école et l'éducation | 24 |
| – Présentation de la monographie de Paul, par Claude et Patricia HEYBERGER, <i>responsables pendant dix ans de l'action d'ATD Quart Monde au Burkina-Faso</i> | 24 |
| – Commentaire de M. Foulques CHOMBART de LAUWE, <i>chargé de mission au département Afrique de l'Ouest de l'AFD</i> | 33 |
| – Commentaire de M. Marc LEVY, <i>chef de bureau des politiques de développement et de la prospective à la sous-direction de la stratégie, des questions européennes et multilatérales de la DGCID et ancien coordonateur du réseau IMPACT</i> | 34 |

| | |
|--|----|
| 3. Rendre les services de santé accessibles aux plus pauvres | 36 |
| – « Rendre les services de santé accessibles aux plus pauvres » : dix ans d'action savoir santé à Tananarive par Chantal Laureau, <i>médecin et volontaire permanente d'ATD Quart Monde,</i> Caroline Blanchard, Xavier Godinot | 36 |
| – Commentaire de M. Pascal BROUILLET, <i>chargé de mission au sein de la division Santé de l'AFD</i> | 64 |
| 2. « Extrême pauvreté, développement et Droits de l'Homme » | 66 |
| 1. Les programmes de développement contribuent-ils à combattre la grande pauvreté ? | 68 |
| – Intervention de Bruno COUDER, <i>Délégué général adjoint du mouvement international ATD Quart Monde</i> | 68 |
| 2. Les projets d'infrastructures et la prise en compte de la pauvreté et de l'exclusion | 72 |
| – Intervention de Bernard TARDIEU, <i>PDG de Coyne et Bellier</i> | 72 |
| 3. L'extrême pauvreté comme violation des Droits de l'Homme | 76 |
| – Intervention de Michel DOUCIN, <i>ambassadeur pour les Droits de l'Homme au Ministère des Affaires Etrangères et membre de la délégation française des Droits de l'Homme à l'ONU</i> | 76 |
| 4. La campagne mondiale contre la pauvreté : revendications de la société civile | 78 |
| – Intervention de Bernard PINAUD, <i>Délégué général du CRID,</i> <i>coordinateur de l'Action mondiale contre la pauvreté-France</i> | 78 |
| 5. Le rôle des agences d'aide au développement dans la prise en compte de la pauvreté | 80 |
| – Intervention de Jean-Francis BENHAMOU, <i>chargé de mission au département Infrastructures et Développement urbain de l'AFD</i> | 80 |
| Conclusion de la table-ronde du séminaire | 86 |

Ouverture du séminaire



Introduction par Jean-Michel SEVERINO, Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD)

Introduisant la journée de travail, Jean-Michel SEVERINO indique que la rencontre du 14 juin 2006 couronne deux années de tâtonnements et de dialogue entre l'AFD et le mouvement international ATD Quart Monde.

Les rencontres occasionnelles entre les deux institutions ont confirmé le besoin de passer par cette phase d'investissement. Jean-Michel SEVERINO souligne que c'est l'occasion de passer à une étape supérieure du dialogue pour déboucher sur des capacités de militantisme plus grandes, ambition fondamentale pour ATD Quart Monde, mais aussi sur de nouvelles générations d'opérations. La journée est ainsi placée sous le signe d'une envie commune d'apprendre, de débattre et d'engager une aventure intellectuelle qui pourrait devenir une aventure opérationnelle concrète.

Le Directeur général de l'AFD s'interroge ensuite sur ce qui sépare et rassemble une maison de développement comme l'AFD et le mouvement international ATD Quart Monde.

D'une certaine manière, les démarches d'ATD Quart Monde se retrouvent plus spontanément dans l'univers public des institutions comme l'ONU, tandis que l'AFD est historiquement ancrée dans l'univers économique et culturel des institutions de Bretton Woods ou des banques régionales de développement. Ces deux mondes différents ont des approches et des fondements culturels qui rendent le dialogue plus compliqué à organiser mais certes pas incohérent. Les ressemblances et les différences entre les deux acteurs demeurent raisonnables et méritent donc d'être travaillées ensemble.

Jean-Michel SEVERINO souligne également que la pauvreté et le développement sont au cœur des missions nationales et internationales d'ATD Quart Monde et de l'AFD. Les deux institutions partagent le même type de finalités. Dans cette vision des finalités communes, une maison comme l'AFD a tendance à s'intéresser aux moyennes, comme la plupart des maisons de développement. Le rôle de l'Agence est de faire en sorte que la croissance économique d'un pays profite au plus grand nombre. Ainsi, les problèmes des inégalités intérieures à un pays ne la concernent que de loin, à condition que ces questions d'inégalités ne deviennent pas un problème bloquant du développement.

La vision de l'AFD n'est pas forcément illégitime, car elle s'est construite historiquement pour des raisons de rationalité et d'optimisation dans l'emploi des instruments financiers. Cependant, il convient d'en mesurer ses limites éthiques, philosophiques mais aussi techniques. De son côté, le mouvement ATD Quart Monde possède l'art et la manière de « raconter des histoires », de donner la parole aux gens afin qu'ils se racontent eux-mêmes, à travers notamment des monographies.

Comment rester cohérent dans le problème du traitement de l'extrême pauvreté, sans négliger le terrain et continuer de travailler au bien-être du plus grand nombre ? Existe-t-il des méthodes spécifiques ?

Jean-Michel SEVERINO rappelle que c'est précisément là que l'AFD souhaiterait pouvoir bénéficier du savoir et de l'expérience d'ATD Quart Monde. L'accès à l'expérience et la compréhension du vécu sont étrangers à l'Agence, qui est avant tout un appareil technocratique avec des contraintes de ressources et d'organisation de travail qui l'empêchent d'aller à la rencontre des situations d'extrême détresse et de marginalité.

En conclusion de son propos liminaire, Jean-Michel SEVERINO souligne que l'AFD souhaite également voir s'engager une réflexion plus approfondie sur la problématique des droits. Cette problématique emprunte souvent des cheminements inattendus pour des gens

qui sont dans les métiers du développement «classique», mais peut aboutir à un certain nombre de visions et de conclusions.



**Introduction par Bruno COUDER, Délégué général
adjoint du Mouvement International ATD Quart Monde**

Bruno COUDER réaffirme l'importance de cette rencontre qui illustre la volonté d'ATD Quart Monde d'apprendre à mieux connaître l'AFD.

Le mouvement ATD Quart Monde est né dans un bidonville, il y a une cinquantaine d'années. Il demeure une organisation faite de personnes qui ont connu l'extrême pauvreté ou y sont nés, comme son fondateur Joseph Wresinski, et qui refusent par conséquent d'accepter la fatalité de la misère. Le Mouvement a grandi à travers le monde et compte aujourd'hui des permanents dans une trentaine de pays et des correspondants dans quatre-vingts pays. Comment changer les situations ? ATD Quart Monde revendique une connaissance du terrain originale et élaborée permettant de faire naître des nouvelles manières d'agir et de penser.

1

Entendre la « voix des pauvres »

Introduction des monographies par
Xavier GODINOT, Directeur de l'Institut
de Recherche et de Formation
du Mouvement International
ATD Quart Monde





Xavier GODINOT présente l'état d'esprit du mouvement ATD Quart Monde ainsi que le cadre des travaux réalisés qui vont être présentés au cours de ce séminaire.

Etre à la fois déterminé et humble, tel est l'état d'esprit du mouvement ATD Quart Monde. La détermination de ses membres est l'attente première des hommes et des femmes qui vivent dans des conditions indignes. La déclaration du Millénaire signée en l'an 2000 confirme l'attente de la communauté internationale : «il faut respecter et faire appliquer intégralement la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Il faut faire du droit au développement une réalité pour tous, ne ménager aucun effort pour délivrer hommes, femmes et enfants de la misère, phénomène abject et déshumanisant qui touche plus d'un milliard de personnes». ATD Quart Monde se refuse ainsi à accepter que les programmes de développement ne s'adressent qu'à 50 ou même à 90% d'une population et appauvrissent les 10% restants. Cette politique n'est pas acceptable au nom des Droits de l'Homme et de la dignité de la personne humaine. L'humilité est la deuxième exigence, car personne n'est pur par rapport à cette question de l'exclusion. Chacun d'entre nous a des comportements d'ignorance, d'indifférence et de mépris par rapport à certains de ses concitoyens les plus pauvres, en France ou ailleurs.

Mais le thème de l'extrême pauvreté et du développement ne concerne pas uniquement les pays du Tiers-Monde. Il devrait également être pris en compte en France. Xavier GODINOT évoque une volontaire haïtienne d'ATD Quart Monde qui s'avoue stupéfaite devant la violence des situations en France rapporte ces propos : *«en Haïti, l'insécurité et la violence bloquent toute avancée positive et engendrent le désespoir mais je dois vous le dire franchement la violence, l'insécurité l'incertitude, de l'avenir que vit actuellement mon pays je les rencontre ici aussi chez des familles françaises qui vivent dans des caravanes depuis dix, trente ans dans la banlieue parisienne [...]. Il faut aller les rencontrer sur les terrains où elles habitent pour mieux comprendre cette misère scandaleuse dans un pays aussi riche que la France.»*

Le Mouvement ATD Quart Monde revendique une proximité indispensable pour faire émerger le savoir des plus pauvres, sans pour autant nuire au souci d'objectivité.

Xavier GODINOT souligne par ailleurs que les travaux réalisés, qui sont présentés à l'occasion de ce séminaire (les deux monographies et l'expérience de dix ans d'action à Madagascar), ont fait l'objet de contrats de recherche ou de publications entre l'Institut

de recherche d'ATD Quart Monde et la Banque Mondiale qui a donc accepté de soutenir l'effort de recherche et d'écriture du Mouvement.

Ces travaux s'inscrivent dans un cadre épistémologique inspiré par le fondateur d'ATD Quart Monde. Il convient de distinguer trois sortes de savoirs et de les croiser. Le premier de ces savoirs est le **savoir académique dominant** « qui reste partiel, indirect, informatif, n'est pas mobilisateur et ne donne pas de raisons aux hommes de s'engager pour d'autres » selon le père Wresinski. Le deuxième savoir à développer est un **savoir de vie**, le savoir des personnes en situation de pauvreté elles-mêmes. Ainsi, J. Wresinski avait coutume de dire que « les pau-

vres sont les premiers experts de la pauvreté » car ils en ont l'expérience vécue et ils savent tout ce qu'elle signifie en termes de souffrance et d'humiliation. Ce savoir des plus pauvres est souvent écrasé, étouffé par les savoirs savants. Le troisième savoir est le **savoir d'action**, celui de toutes les femmes et tous les hommes engagés dans le développement et la lutte contre la misère. Chacun de ces savoirs doit pouvoir se construire dans une certaine autonomie et se croiser avec les autres. Les travaux présentés constituent une tentative de croisement des savoirs. Ils sont le fruit de la connaissance et de la confiance nées dans l'engagement et dans l'action de volontaires permanents d'ATD Quart Monde dans plusieurs pays.

Introduction de la présentation des travaux par le président de séance Jean-David NAUDET, chef de la division de l'évaluation et de la capitalisation à l'AFD

Jean-David NAUDET souligne l'intérêt de la démarche de capitalisation conduite avec le mouvement ATD Quart Monde. La question qui se pose dans la plupart des institutions est la suivante : comment apprendre de sa propre expérience ? Aujourd'hui, l'étape suivante

de la difficulté consiste à capitaliser à partir de l'expérience d'autrui. Cette démarche intellectuelle s'avère d'autant plus difficile quand l'expérience se base sur des approches, des méthodes, des visions et des engagements différents.



1.1

L'importance du tissu social : la famille et la communauté

*Présentation de la monographie de la famille péruvienne Rojas-Paucar
par Rosario Macedo de UGARTE et Marco Aurelio UGARTE,
fondateurs d'ATD Quart Monde au Pérou*

*« Détruire la misère
aujourd'hui, pour
que d'autres n'aient
pas à subir ce qu'ils
étaient en train
de subir. »*

La préservation de l'unité familiale, l'éducation et l'appartenance à une communauté sont les trois forces principales qui permettent de résister à la misère. Comment les programmes nationaux ou internationaux prennent-ils en compte ces trois composantes ?

A travers la vision de cette famille, certaines idées fausses sur la pauvreté sont mises à mal. Ainsi, il est faux de croire que les pauvres n'ont aucune vision de l'avenir ou encore qu'ils ont rompu tous liens avec la société.

INTRODUCTION

Marco Aurelio UGARTE expose le travail de monographie qu'il a effectué avec son épouse Rosario Macedo de UGARTE :

« L'écriture de cette monographie a été un travail collectif réalisé par la famille Rojas Paucar,

mon épouse et moi. Madame Alicia Paucar et Monsieur Benigno Rojas ont quatre enfants : Margarita, Laura, Miguel et Fernando, tous nés dans la ville de Cuzco, sur la cordillère située au sud du Pérou. Ils habitent dans le quartier "El Mirador", à la périphérie de la ville.

Lorsque nous avons demandé aux parents Rojas Paucar de participer à ce travail, ils ont donné leur accord en disant : "Oui, si cela sert vraiment à détruire la misère ; pour que, à l'avenir, aucune autre famille ne vive ce que nous avons vécu." Ils n'ont pas dit "soulager la misère" ou "diminuer la misère dans dix ou vingt ans". Ils ont dit « détruire la misère aujourd'hui », pour que d'autres familles n'aient pas à subir ce qu'ils étaient en train de subir. Cette phrase nous a accompagnés tout au long de ce travail.



© ATD Quart Monde

Pendant plus de douze ans, nous avons été engagés avec le Mouvement International ATD Quart Monde, au Pérou, au côté de nombreuses familles en situation d'extrême pauvreté. Nous aurions donc pu écrire l'histoire de n'importe laquelle d'entre elles. Nous avons pourtant choisi celle de la famille Rojas Paucar car, à notre avis, elle était la plus représentative de la lutte quotidienne d'un grand nombre de familles pour sortir de la misère.

La précarité économique de la famille Rojas Paucar était une réalité permanente de par le manque chronique de travail régulier de tous ses membres, raison pour laquelle ils devaient inventer journalièrement mille et une

façons pour subvenir à leurs besoins alimentaires ou aux éventuels problèmes de santé. En ce qui concerne le logement, entre 1996 et 2004, la famille a changé six fois de domicile et toujours pour des raisons liées à un manque de ressources.

Malgré ces difficultés nous avons appris que la famille gardait en elle des forces pour aller de l'avant. C'est de ces forces dont nous aimerions parler ici. Il ne s'agit pas en le faisant d'ignorer les difficultés rencontrées par cette famille ; celles-ci apparaissent tout au long de cette monographie. Cependant, si nous voulons vraiment détruire la misère, nous devons nous appuyer sur les forces de ceux qui y sont confrontés chaque jour.

Nous aurions pu parler de nombreux aspects de la vie de la famille Rojas Paucar : de leur travail, de leurs ressources économiques, de leur santé. Ici, pour des raisons de temps nous parlerons seulement de trois forces qui sont fondamentales dans la vie de cette famille. Nous évoquerons tout d'abord le thème de la famille, car nous avons appris que chaque action des membres de la famille Rojas Paucar cherchait à préserver leur unité familiale. Nous parlerons ensuite de l'éducation car il s'agit d'un domaine dans lequel la famille investit énormément d'énergie, un domaine dans lequel elle exprime également sa vision pour un avenir meilleur. Enfin, nous parlerons de l'importance de la communauté. L'appartenance à une communauté revêt une importance vitale pour les membres de la famille, car ce sont les relations qui se tissent à l'intérieur de la communauté qui permettent résister à la misère. Nous avons pu observer que ces trois réalités sont une constante au sein d'autres familles se trouvant dans une situation similaire.

LA FAMILLE, UNE FORCE DE COHÉSION

Durant ces douze années nous avons été saisis de voir l'énergie déployée par Mme Alicia, M. Benigno et Margarita, la fille aînée, pour préserver l'unité de leur famille.

D'abord au niveau économique, bien entendu. Mme Alicia passait beaucoup de temps sur les marchés. Lorsqu'elle le pouvait, elle achetait entre trois et cinq sols en légumes (environ un euro) et elle essayait de les revendre avec un petit bénéfice. M. Benigno avait commencé quant à lui à travailler dès l'âge de six ans. Lorsque nous l'avons connu, il en avait quarante et un et son corps montrait déjà des signes de faiblesse. Personne ne voulait lui donner du travail et l'alcool commençait aussi à miner ses forces. Néanmoins, il s'arrangeait à sa manière pour apporter sa contribution à la vie de sa famille.



© ATD Quart Monde

Il se rendait fréquemment dans la communauté paysanne de Huancabamba, à trois heures de marche de Cuzco, et en ramenait de la nourriture pour la maison. Par ailleurs, il participait tous les dimanches aux travaux

d'intérêt collectif de son quartier. C'était pour lui une manière de payer un loyer aux propriétaires qui lui cédaient une chambre pour sa famille. Margarita travaillait aussi. Elle avait à peine sept ans et déjà elle vendait de l'eau puis des fleurs au cimetière de la ville. Plus tard elle a été l'une des premières filles de la ville de Cuzco à travailler comme "aboyeuse" des transports urbains. Elle disait : *«Il y avait beaucoup de dépenses, mais nous avons essayé de nous en sortir en nous appuyant mutuellement, mon père, ma mère et moi»*

Au-delà de l'aspect économique, nous avons appris durant ces douze années que Mme Alicia, M. Benigno et Margarita faisaient beaucoup d'efforts pour désamorcer les tensions qui pouvaient survenir au sein de la famille.

Maintes fois, pour des raisons personnelles ou parce que la pression économique était trop forte, M. Benigno ou Mme Alicia ont quitté le foyer. Mais ils sont toujours revenus. M. Benigno nous a raconté comment s'est passé son retour après une de ces disputes : *«J'ai dit à Alicia : Jusqu'à quand allons-nous rester sans nous parler ? Et qu'est-ce qui va se passer avec les enfants ? Alors, elle m'a regardé mais elle ne m'a pas répondu. En fin d'après-midi elle est rentrée beaucoup plus calme. En sortant de la maison, elle m'a dit :*



© ATD Quart Monde

Travaux
d'intérêt collectif

«Allons marcher dans la rue, et pour que les gens ne disent pas de bêtises, nous allons nous tenir par la main. Je sais qu'ils vont raconter des ragots, des histoires, est-ce que tu vas les croire ?» Je lui ai dit : «Non». Et depuis tout ce temps, nous sommes toujours ensemble.»

Même après que Margarita soit partie pour former sa propre famille, elle a toujours continué à constituer un point d'appui et une source inépuisable d'affection pour ses parents et ses frères. Lorsque les conflits entre Mme Alicia et M. Benigno s'envenimaient, tous deux ont toujours trouvé un refuge chaleureux chez elle. M. Benigno en faisait le commentaire suivant : *«Quand je suis triste, je vais chez la Margarita, et même si ce n'est qu'un verre d'eau, elle ne me laisse jamais partir sans me donner quelque chose.»*

«Pour que Laura aille à l'école, j'ai acheté à crédit une veste que j'ai payée en deux ans. Heureusement, elle lui a fait les cinq années d'études.»

Au sein de la famille Rojas Paucar, mais aussi dans d'autres familles très pauvres que nous avons connues à Cuzco, il nous a toujours semblé que la préservation de l'unité familiale était une aspiration capitale pour les adultes comme pour les enfants. Cela ne veut pas dire que ces familles restent unies pour toujours. Les avatars de la vie ou les difficultés de tous genres font que beaucoup se séparent. Mais malgré ces ruptures, le souhait de construire une famille unie est toujours présent et constitue une référence dans leur vie.

L'INSTRUCTION, UNE FORCE ET UNE MOTIVATION

La formation, la scolarisation des enfants est un autre domaine dans lequel la famille Rojas Paucar s'est investie parfois au delà de tout ce que l'on pourrait imaginer. Pendant toutes ces années les parents ont gardé une confiance illimitée en l'école, étant profondément convaincus que grâce à elle leurs enfants pourraient connaître une vie meilleure que la leur.

Cependant, les écueils ont été nombreux. Les écueils économiques ont été les premiers. Par exemple, à l'école où Laura, la deuxième fille de la famille, a suivi ses études secondaires, les frais d'inscription à eux seuls s'élevaient à quarante ou soixante sols par an,

c'est-à-dire aux revenus que Mme Alicia pouvait tirer de la vente de légumes en vingt ou trente jours. En plus de cela il fallait acheter, toujours à crédit, les livres, les cahiers, les fournitures et les uniformes dans les boutiques du quartier comme nous l'expliquait Mme Alicia : *«Pour que Laura aille à l'école j'ai acheté à crédit une veste que j'ai payée en deux ans. Heureusement, cette veste lui a fait les cinq années d'études.»*

Néanmoins, les difficultés les plus dures à supporter se sont situées au niveau des relations humaines. Certes, Laura a reçu plusieurs fois l'appui de professeurs de son école mais il y a eu aussi des moments difficiles, comme par exemple le jour où après avoir marché dans les rues non goudronnées de son quartier pour arriver à l'école, en centre ville, l'une de ses professeurs lui a littéralement marché sur les pieds en lui disant, devant tous ses camarades : *«Elles sont tellement sales, tes chaussures, qu'un peu plus ne changera rien. Ça t'apprendra à avoir des chaussures propres quand tu viens à l'école.»*

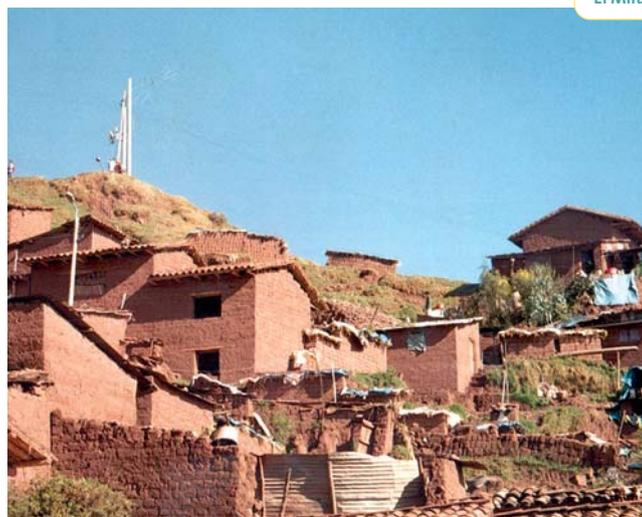
Mme Alicia nous parlait également de convocations qui lui étaient envoyées par l'école, et au cours desquelles elle a subi d'énormes pressions pour retirer sa fille de l'établissement, vu qu'elle n'arrivait pas à faire face à toutes les exigences économiques comme

les familles d'autres élèves pouvaient le faire. Il est difficile d'imaginer les humiliations vécues par les familles très pauvres en milieu scolaire. En dépit de tout cela, parents et enfants ont tenu bon et Laura a pu terminer ses études secondaires. On dit souvent que les personnes très pauvres n'ont pas une vision du futur ou sont incapables de se projeter dans l'avenir. La monographie de la famille Rojas Paucar apporte un démenti cinglant à cette idée, comme le montrent les sacrifices consentis par les parents comme par les enfants pour que ces derniers puissent poursuivre leur scolarité. L'important en réalité est de découvrir où et comment des familles très pauvres investissent leurs forces et de les soutenir dans la vision du futur qu'elles expriment de cette manière.

LA FORCE DE LA COMMUNAUTÉ ET DES LIENS COMMUNAUTAIRES

Un autre préjugé existant au sujet des personnes très pauvres consiste à dire que ce sont des personnes isolées ayant peu de relations avec le monde qui les entoure. Là aussi, la monographie permet de corriger cette idée. S'il est vrai que la famille Rojas Paucar est l'une des familles les plus pauvres du quartier El Mirador, il n'en est pas moins vrai qu'elle est intégrée dans différents réseaux de relations.

L'un de ces réseaux est constitué par les autres familles très pauvres de leur quartier. Comme dans tous les quartiers pauvres ou très pauvres du monde, la population du quartier El Mirador n'est pas homogène. Certaines familles par exemple sont propriétaires de leur logement, d'autres sont locataires et d'autres encore sont simplement gardiennes de terrains qui ne leur appartiennent pas. Certaines personnes du quartier, en dépit d'une vie difficile, ont un emploi stable qui leur assure un minimum de sécurité. D'autres, comme la famille Rojas Paucar, vivent quotidiennement dans une extrême précarité.



© ATD Quart Monde

En 2004, parmi les cent trois familles qui habitaient El Mirador, vingt-deux d'entre elles, selon nos critères, vivaient des situations d'insécurité extrême et lorsque Mme Alicia devait s'absenter quelques jours, c'est à l'une de ces familles qu'elle confiait ses enfants. Nous ne voulons pas dire ici que les relations entre familles très pauvres sont toujours au beau fixe, mais le fait de vivre des situations semblables fait naître entre les unes et les autres des relations d'un type particulier, relations qui peuvent être à la fois solidaires et conflictuelles.

Quand il était enfant, M. Benigno accompagnait sa mère dans une communauté paysanne pour y acheter des pommes de terre et d'autres produits. Adolescent puis adulte, il a toujours conservé cette relation avec la communauté de Huancabamba. Ce réseau, comme on a pu le voir précédemment, lui permettait de contribuer à l'économie familiale. Margarita l'expliquait bien quand elle disait : *«Parfois, mon père ne nous donnait pas d'argent mais il nous amenait de la nourriture de la campagne. Parfois il ramenait des quantités de pommes de terre ou de fèves. Des trucs à manger quoi, et cela nous aidait. On était tous contents parce que c'était toujours ça que nous n'avions pas acheté.»*

Un autre réseau qui a joué un rôle essentiel pour la survie de la famille a été celui formé par les parrains et les marraines des enfants. Parfois Mme Alicia et M. Benigno choisirent comme parrains et marraines de leurs enfants des commerçants, comme par exemple le parrain de Laura qui a donné à sa filleule son premier emploi, ou comme la marraine de Miguel, le premier garçon de la famille, qui vendait des produits de quincaillerie. Pour Fernando, le cadet, ils ont choisi un paysan et pour sa communion solennelle, Margarita a eu comme marraine un membre de l'Association ATD Quart Monde qui un peu plus tard la logera pendant un an pour qu'elle puisse continuer ses études.

A chaque fois, le but de Mme Alicia et de M. Benigno était de créer ou de renforcer des liens avec des personnes sur lesquelles la famille pourrait s'appuyer à un moment où un autre de leur vie.

Nous n'avons pas assez de temps pour dresser ici une liste exhaustive de toutes les relations tissées par la famille Rojas Paucar avec son entourage. Cet ensemble de relations est pourtant d'autant plus capital pour elle qu'il se situe dans un contexte andin où le sens profond du mot *ayni*, c'est-à-dire,

de la réciprocité, le fait de “donner pour recevoir”, constitue une valeur ancestrale toujours en vigueur dans les communautés rurales andines, et même au-delà.

L'ayni est l'ethos de la culture andine, la base sur laquelle évolue et se développe cette culture. “Dans la vie tout est ayni”, tout est

réciproque, disent les habitants des Andes. Nous sommes convaincus que sans ces différents réseaux, la famille Rojas Paucar n'aurait pas pu surmonter tous les défis auxquels elle a dû faire face. Ces différents liens communautaires jouent un rôle essentiel dans la vie des familles très pauvres.



L'“ayni”

© ATD Quart Monde

Conclusion

La monographie de la famille Rojas Paucar nous a permis de souligner trois réalités ayant pour elle une importance particulière : l'unité de la famille, l'instruction et les liens communautaires. Le même constat pourrait être fait pour les autres familles très pauvres que nous avons connues dans notre pays. Lors du débat qui suivra cette présentation, nous pourrions nous demander si les différents programmes de coopération ou de développement menés à travers le monde prennent suffisamment en compte ces trois réalités qui sont tellement importantes pour les familles très pauvres.

Mais avant d'entamer ce débat, nous aimerions vous faire entendre une dernière fois, M. Benigno et Mme Alicia lorsque, en conclusion d'une séance de travail pour écrire ce texte, ils résumaient en quelques phrases ce qu'ils espéraient pour l'avenir :

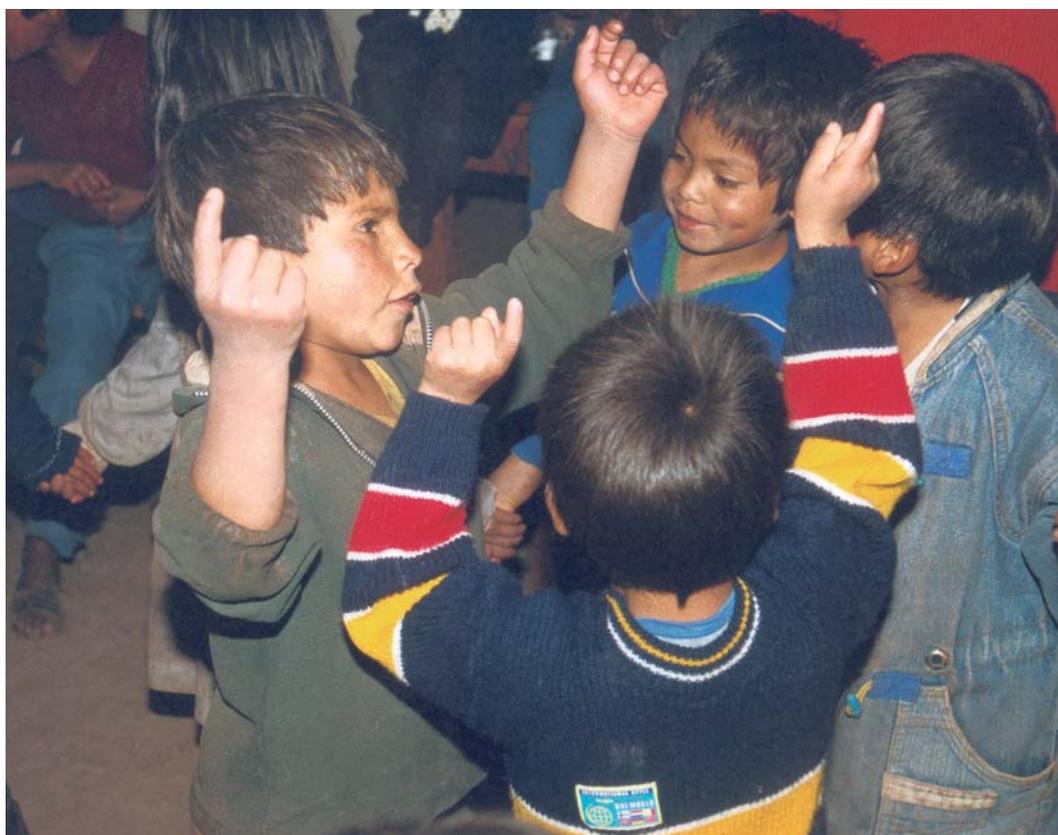
M. Benigno : *«Travailler sans répit, que mes enfants puissent bien se nourrir, être avec ma famille, chez nous. Je voudrais aussi que mes enfants puissent avoir accès à une meilleure*

instruction et qu'ils se sentent bien dans leurs études. Je voudrais les mettre en relation avec des gens comme le Quart Monde pour qu'ils puissent acquérir plus d'expérience et mieux s'orienter dans leurs études. (...) En vérité, je voudrais avoir une aide, si Dieu le veut, quelque chose. Que Miguel puisse aller dans une école professionnelle et choisir une formation rapide, car au point où j'en suis, je ne pourrai pas l'envoyer à l'université.»

Mme Alicia : *«J'aime mes enfants ; je voudrais qu'ils aient un travail sûr, qu'ils deviennent des gens bien. Et continuer à les aider. Si vous saviez comme cela me fait plaisir lorsque mon fils Miguel me dit: "Je serai médecin". Laura me dit aussi : "Maman, je vais faire des études pour être guide de tourisme", toutes ces choses-là. Nous aidons toujours notre fille pour qu'elle continue ses études ; peut-être qu'elle arrivera à acquérir un métier. Puisse Dieu me donner encore du temps pour pouvoir aider ma fille (...) Je dis à mes enfants qu'ils sachent apprécier les choses à leur juste valeur, car mes enfants me font pleurer, me font souffrir.*

Je me souviens de tout ce que j'ai dû souffrir lorsque j'étais enfant, alors je leur dis : "pour moi, ni mon père ni ma mère ne m'ont encouragée ; ils ne m'ont pas envoyée à l'école, ils ne m'ont jamais soutenue. Et moi je vous donne tout, alors sachez l'apprécier."

Si Dieu me prête vie. Mais Dieu peut m'appeler quand il voudra. Si un jour mes enfants ont à leur tour des enfants, je voudrais qu'ils se battent pour leurs enfants comme je le fais pour eux aujourd'hui.»



© ATD Quart Monde

Commentaire et débat avec la salle

Commentaire de M. Javier HERRERA, Directeur de l'Unité de recherche DIAL de l'Institut de Recherche sur le Développement

Javier HERRERA, Directeur de l'Unité de recherche DIAL de l'Institut de Recherche sur le Développement (IRD) confirme la convergence et le dialogue nécessaire entre les approches des mondes académiques, dont il est issu, et celui de la pratique, auquel appartient la monographie d'ATD Quart Monde.

Il rappelle que des travaux de recherche sur la «voix des pauvres» existent. Ainsi, les économistes ont appris à dépasser la seule dimension monétaire de la pauvreté pour entendre la voix des pauvres et tenter d'appréhender la pauvreté dans ses multiples dimensions. Cependant, cette convergence des approches quantitatives et qualitatives est assez récente.

Javier HERRERA fait ensuite remarquer qu'il existe un certain nombre de dimensions non économiques qui doivent être davantage prises en compte pour considérer la pauvreté. La pauvreté est aussi, selon lui, la vulnérabilité face aux chocs des cultures, la perte de la dignité par rapport à ses propres droits

niés par l'extérieur de la communauté. La négation des droits des pauvres (l'accès à la santé, droit à l'accès à l'éducation, droit de vote, etc.) est par ailleurs un élément très important qu'il convient de considérer parmi les dimensions de la pauvreté.

Par ailleurs, il faut considérer l'expérience des pauvres dans les stratégies qui réussissent afin de mettre en place des politiques efficaces de lutte contre la pauvreté. L'approche d'un récit de vie à travers une monographie donne une vision à long terme et permet de mieux comprendre la dynamique de la pauvreté. Ainsi, la pauvreté n'est plus perçue uniquement en terme statique. Les facteurs associés aux entrées et sorties de la pauvreté peuvent être plus aisément appréhendés.

Pour M. HERRERA, cette monographie met en évidence différents aspects souvent négligés de la pauvreté. Il ne faut pas confondre pauvreté et exclusion sociale : la famille présentée dans cette monographie est insérée socialement, malgré sa pauvreté.

«Il ne faut pas confondre pauvreté et exclusion sociale.»

Enfin, il s'agit d'écouter et d'entendre la voix des pauvres dans leurs aspirations. Ainsi, le ménage familial aspire à avoir un travail et le droit à la dignité et non à un transfert de la part de l'Etat ou à des donations. De plus, la dimension familiale est primordiale. Les enfants sont un « investissement » pour les parents qui parient sur leur avenir pour échapper à la situation de pauvreté. Actuellement, beaucoup de familles pauvres peuvent accéder à l'éducation. Cependant, la qualité de cette éducation est très faible pour les plus pauvres en comparaison des familles plus riches. Il y a une égalité dans la promesse de la mobilité sociale à travers l'éducation mais dans la réalité, il y a une négation de cette promesse à cause de la différence très importante dans la qualité de l'éducation.

Débat avec la salle

Un participant soulève la question de la définition des dimensions non économiques de la pauvreté. **M. Séga DOUCOURE**, président de l'association Coopération-Solidarité-Développement, souligne qu'en Afrique, que ce soit dans le village ou dans la région, il existe une forme de communauté familiale plus grande et se demande si c'est la même chose au Pérou. Un participant insiste sur le fait que si la communauté apparaît comme un moyen pour sortir de la pauvreté, il faut éviter de som-

brer dans les travers du communautarisme. **M. Jacques LOUP**, conseiller à la direction de la stratégie de l'AFD, se demande quelles peuvent être les leçons à tirer de cette monographie si sur les trois axes développés (famille, communauté et instruction), les deux premières forces comme moyen de survivre dans un milieu d'extrême pauvreté, sont du ressort des individus eux-mêmes. Un participant s'interroge sur la durée de vie et la puissance réelle de ces trois composantes décrites dans la monographie dans un contexte de globalisation et souligne le problème de l'instruction à deux vitesses entre les riches et les pauvres. **M. NTONE PRISO**, de l'association Banque Jeune, se demande si la pauvreté perçue par les yeux des plus pauvres est appréhendée dans la dimension mondiale de la pauvreté et de la même façon si les pauvres appréhendent les enjeux économiques mondiaux.

M. Jean-David NAUDET (AFD) s'interroge de son côté sur la fiabilité d'une grille de lecture en capital humain, économique ou social, pour lire la réalité. L'analyse de la pauvreté est trop souvent évaluée en termes statiques de taux de pauvreté et non en termes de mobilité, d'espoir de sortie de la pauvreté. Javier HERRERA (DIAL) reste persuadé pour sa part que c'est en améliorant les situations des pauvres qu'on améliore leurs aspirations à l'égalité des droits.



1.2 *Repenser l'école et l'éducation*

Présentation de la monographie de Paul, par Claude et Patricia HEYBERGER, responsables pendant dix ans de l'action d'ATD Quart Monde au Burkina-Faso

Un des constats émis au cours de ces huit années d'enquêtes est la nécessité de réconcilier l'éducation scolaire et l'éducation communautaire. Les valeurs prônées par le système éducatif moderne sont fondées sur l'émergence de l'individu et le succès individuel plutôt que sur le groupe et la contribution de l'individu au groupe. L'apport éducatif des familles est important comme facteur de résistance à la pauvreté car il apporte des valeurs humaines et communautaires.

INTRODUCTION

Nous avons écrit cette monographie après avoir vécu dix ans au Burkina Faso. Nous y avons mené une action avec des enfants vivant dans la rue et leur famille. Le Mouvement ATD Quart Monde avait initié ce projet d'action avec les enfants, il y a vingt-quatre ans.

Au moment où nous avons écrit cette monographie, nous connaissions donc de nombreux autres jeunes comme Paul, ainsi que leurs familles à qui nous avons rendu visite régulièrement, sur une période de plusieurs années.

En 2003, nous avons entrepris un travail d'évaluation de notre parcours avec ces enfants et ces familles, qui s'est concrétisé sous la forme d'une étude intitulée «*S'unir à la famille de l'enfant qui vit dans la rue*». Dans le cadre de ce travail, nous avons rassemblé des contributions écrites et des interviews d'éducateurs sociaux (du Burkina Faso et d'autres pays africains), de partenaires de l'Etat burkinabé et d'organisations internationales, d'universitaires, de membres du mouvement ATD Quart Monde, et d'enfants et parents ayant une expérience de vie dans l'extrême pauvreté.



© ATD Quart Monde

Village de Paul,
55 km de Ouagadougou
Burkina Faso

Pourquoi avons-nous choisi Paul pour écrire cette monographie ?

Tout d'abord parce que nous avons fait un long parcours avec lui : nous le connaissions depuis plus de huit ans et nous avons bâti une forte proximité avec lui et sa famille.

Ensuite, il y a le fait qu'il était d'accord avec l'idée que l'on écrive ensemble au sujet de sa vie et qu'il était en mesure de contribuer à ce travail. Paul avait déjà contribué au travail d'étude mentionné précédemment, ce qui lui donnait un certain recul.

Enfin, il se trouve que son expérience n'est pas significative seulement de celles des enfants ayant vécu dans la rue. Elle reflète la réalité d'une grande majorité des jeunes vivant

dans ce pays rural. Son expérience était donc susceptible de provoquer une réflexion sur le développement, l'éducation, la vie au sein des communautés et les droits de l'homme.

QUI EST PAUL ? QUELLES SONT SES ORIGINES ?

Paul est un jeune garçon que nous avons connu dans les rues de Ouagadougou en 1996. Il avait environ quinze ans, et vivait dans la rue depuis trois ans. Au bout d'un an de relation avec lui, il est retourné dans sa famille, qui habitait un village situé à environ 55 km de Ouagadougou. Mais il est revenu en ville plusieurs fois entre temps. Cependant, il manifestait toujours son désir de vivre durablement en famille, et nous l'avons accompagné pour qu'il réussisse à aller au bout de ce projet.

«Lui et ses amis nous ont parfois fermement affirmé qu'ils "n'étaient pas des enfants de la rue, parce que la rue n'a jamais donné naissance à qui que ce soit !"»

Il lui a fallu trois ans pour être capable de vraiment rester en famille. Nous lui avons rendu visite dans sa famille environ une fois par mois, pendant six ans. C'est par ces visites que nous avons découvert plus profondément sa famille et son environnement.

Il importe de s'arrêter sur deux observations importantes :

Paul, comme la plupart des enfants que nous avons rencontrés dans les rues de Ouagadougou n'a jamais accepté d'être appelé "enfant de la rue". Lui et ses amis nous ont parfois fermement affirmé qu'ils "*n'étaient pas des enfants de la rue, parce que la rue n'a jamais donné naissance à qui que ce soit !*"

Cette dénomination "enfants de la rue" rend compte de leur situation, mais ne prend pas en considération le fait que les enfants sont membres d'une famille et qu'en général, ils ne renient pas cette appartenance.

Paul a passé sa petite enfance dans un contexte rural, et il est pétri des liens familiaux et sociaux qui constituent son milieu. Il est très clair que pratiquement aucun enfant d'Afrique de l'Ouest n'a été entouré et éduqué par ses seuls parents. L'éducation de l'enfant est la somme de tout ce qu'il a appris des membres de sa famille élargie, parce que

la vie quotidienne de tous est étroitement mêlée. A travers les différentes visites, nous avons réalisé que ces liens avaient des effets très concrets sur la vie quotidienne.

Nous avons tendance à croire qu'il suffit de maîtriser les contours de la situation matérielle d'une communauté pour la connaître.

Mais il est extrêmement important de comprendre aussi les liens qui unissent les personnes d'une communauté, et comment ils s'exercent.

LIENS SOCIAUX ET ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX

Pendant les quatre années où Paul réapprenait à vivre au village, nous avons pu observer l'efficacité des liens fondamentaux qui unissent les familles. En ce qui concerne Paul, ces liens lui ont apporté :

L'accès à des activités rémunératrices :

■ Paul a fait du jardinage sur la parcelle d'un oncle. Ce dernier lui a alors affecté un petit

© ATD Quart Monde



Au village de Paul

morceau de son terrain, et lui a permis d'y cultiver ses propres légumes, pour son profit personnel.

- Paul a aidé un autre oncle qui possédait un tracteur, et il a été payé pour ce travail.
- Avec un autre oncle encore, il a appris à vendre des vêtements sur le marché.
- Un dernier oncle l'a introduit au commerce des poulets, en particulier avec les marchands ambulants qui viennent de la capitale.
- Avec des copains, il a fabriqué des briques de terre qui se vendent pour la construction ou la réparation des cases.
- Il a aussi élevé quelques poulets, chèvres et cochons.

La possibilité de participer à la vie de la communauté :

- Après deux ans au village, Paul était envoyé par son père pour le représenter dans certaines cérémonies coutumières.
- Paul s'est intéressé à ces coutumes : *« C'est nous qui allons prendre la relève, donc nous sommes obligés d'apprendre »*.
- Il a pris le temps de rendre visite à ses amis, voisins ou à des personnes plus âgées. *« Quand je suis arrivé au village, j'ai vu des amis là-bas. On ne fait pas de bêtises, parce qu'on cause avec les vieux. Ils ont des conseils qu'on ne connaît pas. »*



© ATD Quart Monde

A travers tous ces exemples, nous voyons que chacune des activités a impliqué un membre de la communauté familiale.

L'expérience vécue par Paul dans son village fait donc ressortir que la qualité des liens entre les membres d'une communauté peut permettre l'accès à des droits fondamentaux tels que l'éducation, le travail, la formation. Le parcours de Paul au village nous montre combien l'interdépendance des personnes au sein d'une communauté est, non pas un frein, mais un rythme et un mode de fonctionnement qui participe aussi bien au développement de la communauté qu'à celui de l'individu.

Ainsi, pour tous ces jeunes sans formation professionnelle, la dépendance vis-à-vis des membres de la famille est un réel recours

pour s'insérer dans une activité qui permet de vivre. La communauté familiale (en considérant la famille élargie) demeure le lieu privilégié auquel les personnes se sentent appartenir, au sein duquel elles se sentent en sécurité, et où elles peuvent transmettre leur savoir.

Quels ont été les apports de l'équipe d'ATD Quart Monde ?

Pendant toute cette période où Paul essayait de tenir au village, l'équipe d'ATD Quart Monde a contribué à ses activités par des petits soutiens financiers, qui peuvent être considérés comme dérisoires à l'échelle de l'économie moderne.

Par exemple, nous lui avons donné une petite somme d'argent pour acheter deux ou trois poussins. Une autre fois, nous lui avons donné de quoi acheter un petit cochon, ou de l'engrais et des graines pour son maraîchage. Nous avons aussi contribué à soutenir le petit élevage de poulets du papa, et ainsi de suite.

Ces gestes posés pour Paul et sa famille ne se situaient pas dans la logique des micro-crédits qui auraient nécessité des négociations avec la famille. Ces contributions étaient ce que nous pourrions appeler des micro-dons. Elles étaient un des langages pour signifier la confiance portée aux projets des

membres la famille, tels qu'ils les mettent en œuvre. Ce dernier point est très important : en effet, les familles socialement et économiquement défavorisées ayant rarement la capacité de d'évaluer leurs potentiels, elles avancent au fil d'essais et d'opportunités que nous ne comprenons pas toujours. Mais respecter leurs rythmes est gage de durabilité.

EN RÉSUMÉ

- Nous avons observé avec la famille de Paul – comme dans d'autres familles pauvres que nous avons connues – que les personnes ont besoin de liberté pour trouver leurs propres chemins de développement, et d'avancer pas à pas.
- Les aides et les apports en matière de micro-finance ou au niveau éducatif doivent être étudiés de sorte à ne jamais sous-estimer les ressources économiques et humaines de la communauté.
- C'est un droit pour les populations de ne pas être systématiquement court-circuitées dans leurs initiatives par des projets qui les dépassent.
- Enfin, il faut être conscient que les soutiens financiers extérieurs apportés à une famille en particulier présentent le danger d'écarter ces personnes du système des soutiens mutuels qui fonctionne dans leur propre milieu.

PAUL PEUT-IL RÉELLEMENT CHOISIR ENTRE LA VILLE ET LE VILLAGE ?

Après quatre années passées au village, Paul est de nouveau revenu vivre en ville. Il a expliqué : *«Au village, c'est dur de seulement cultiver sans faire de commerce. Je suis venu à Ouagadougou pour chercher l'argent d'un fonds de commerce. Je veux faire le commerce d'habits neufs au village : des chapeaux, des casquettes, des maillots "Nike", des shorts, des ceintures... Je cherche à le faire dans mon propre village, et je vais aider les parents et les frères...»*

A peine arrivé en ville, il a trouvé du travail, dans un restaurant tenu par un immigré d'Afrique du Nord. Il a trouvé également un logement dans une cour du même quartier. Le travail de Paul consiste à vendre des poulets rôtis. Au bout de quelques mois de travail, il s'est vu confier la responsabilité d'encaisser les paiements de la clientèle, ce qui est le signe qu'on place une grande confiance en lui.

Paul retourne en visite au village toutes les trois semaines, quand le dimanche correspond au jour du marché. Il voit ses parents, et sa grand-mère. Il leur laisse un peu d'argent, et il confie ses économies à un oncle du village.



©ATD Quart Monde

Bien que Paul soit revenu vivre en ville, il se considère toujours comme un membre de sa famille, et comme un villageois. Il explique : *«Je veux commencer le commerce pendant les prochaines fêtes de fin d'année. Si je commence le commerce, j'arrêterai de travailler au restaurant.*

Je veux m'occuper de mes parents au moment des pluies, leur donner de quoi manger... Mes petits frères pourront commencer dans le commerce avec moi. Ils peuvent venir m'aider, prendre des affaires, vendre et tourner dans le marché.»

Conclusion

«Le savoir de l'école est fait pour progresser. Nos enfants qui sont allés à "l'école des blancs" ne veulent pas utiliser ce savoir pour améliorer les conditions de vie de leurs parents.»

Nous aimerions conclure cette courte présentation en revenant sur deux points qui nous ont particulièrement préoccupés au cours de ce travail d'écriture avec Paul : l'un concerne l'éducation, l'autre est au sujet de la pauvreté.

Quel type d'éducation peut être une chance pour ces jeunes ?

Notre équipe au Burkina Faso est engagée avec d'autres familles dans le pays, en particulier dans un village où deux membres de notre équipe vivent par intermittence depuis cinq ans. Nous avons observé partout – et même dans les lieux où des écoles étaient déjà implantées depuis longtemps – que les parents avaient une relation difficile à l'école. Mais en même temps, beaucoup de parents, à l'instar du papa de Paul, continuent de percevoir l'école comme une chance d'avenir pour leurs enfants.

M. Amadé Badini, professeur et chercheur en science de l'éducation à l'université de Ouagadougou, nous a aidés à mieux comprendre ce constat :

«Les valeurs prônées par le système éducatif moderne de notre pays sont fondées sur l'émergence de l'individu plutôt que celle du groupe et mettent plus l'accent sur le succès individuel que sur la contribution de l'individu au groupe (au contraire de l'éducation traditionnelle).»

Dans le même sens, le chef coutumier d'un autre village du Burkina Faso nous expliquait en octobre 2000 :

«Le savoir de l'école est fait pour progresser. Or nos enfants qui sont allés à "l'école des blancs" ne veulent pas utiliser ce savoir pour améliorer les conditions de vie de leurs parents. Ils se trouvent plus importants ou supérieurs à ceux qui n'ont pas eu cette chance.»

Nous en avons retenu que :

- Il est nécessaire de réconcilier l'éducation scolaire et l'éducation communautaire. L'apport éducatif que les enfants reçoivent dans leur famille est un facteur important de résistance à la pauvreté. Il apporte les références humaines et communautaires dont toute personne a besoin pour assurer la durabilité de ses projets d'avenir et sans

lesquelles elle est démunie pour accéder aux sécurités d'existence de son milieu.

— La notion de droit à l'éducation, dans ces contextes, ne doit pas être réduite au droit à l'instruction scolaire ou professionnelle : il doit inclure l'instruction d'une manière d'être que façonne le milieu dans lequel on grandit.

Pouvons-nous considérer que la famille de Paul est sortie de la pauvreté ?

Bien que la vie de Paul et de sa famille soit caractérisée par des signes visibles de précarité, leur réalité quotidienne n'est pas en soi différente de celle de nombreuses autres familles de leur milieu social rural. En outre, il est impossible d'affirmer que les parents de Paul se considèrent comme étant en marge de la vie sociale, coutumière et religieuse de leur village.

Aujourd'hui Paul se trouve dans une situation économique meilleure qu'auparavant, mais son emploi est non déclaré. Cela non plus ne diffère pas de la réalité actuelle du monde du travail au Burkina Faso.

Un fait mérite d'être relevé : Paul garde l'objectif de demeurer un soutien pour sa famille. Nous avons même constaté qu'il mesure la réussite de ses activités à sa capacité de soutenir ses parents et ses frères.



© ATD Quart Monde

M. Badini nous a donné un élément de compréhension : *«La vie, même matérielle ne se réduit pas à la monnaie. Les repères, dans nos pays sont essentiellement des repères sociaux, des repères traditionnels : on est pauvre quand on n'a pas de relations (...). Cela signifie qu'une personne est riche de ses opportunités à assister, collaborer ou travailler avec les autres.»*

Ainsi la bonne question ne serait-elle pas : qui devrait définir qui est pauvre ?

Si nous revenons en arrière dans l'histoire de Paul, nous trouvons un fait particulièrement significatif. Lors de nos premières visites dans la famille, le père de Paul n'a jamais suggéré aucune activité agricole ou projet d'activité locale auxquels Paul aurait été susceptible de participer. De notre côté, nous nous sommes – nous aussi – abstenus de proposer quoi que ce soit. Après que plusieurs visites aient affermi la confiance entre nous, le père de Paul a commencé à parler autrement. Plus tard, alors que Paul était de nouveau en ville, mais s'apprêtait à revenir

«On est pauvre quand on n'a pas de relations. Une personne est riche de ses opportunités à collaborer avec les autres.»

une fois de plus, le père de Paul nous a dit : *«S'il revient, il ne voudra plus repartir, parce qu'il y a du travail pour lui ici.»*

Vivre et travailler en harmonie avec les autres était une capacité fondamentale transmise par l'éducation. Aujourd'hui, cette capacité n'est plus investie comme une force.

Les programmes de développement sont trop souvent bâtis en réponse à des "besoins" des populations qui ont été définis et évalués par d'autres qu'eux-mêmes. Ils se concentrent sur les problèmes relatifs à l'accès à l'eau, à la santé, à la production ou à la participation du pays à la vie économique mondiale.

Ces programmes devraient cependant encourager le croisement des savoirs et des cultures, ainsi qu'une valorisation précise des cultures et des ressources éducatives sur

lesquelles les sociétés étaient fondées jusqu'à présent.

Les pratiques du "vivre ensemble" dans les communautés méritent d'être reconnues en tant que "savoir", et en tant que force déterminante pour accéder à une sécurité d'existence minimum, que ce soit au niveau social ou matériel.

Paul nous a dit, en juin 2004, en conclusion de son parcours :

«Ce qui est bien, c'est que j'ai du travail. Parce que si tu n'as pas de travail, tu ne sais pas ce que tu vas faire pour gagner de l'argent.

Ce qui est bien aussi, c'est que je ne suis pas loin du village : je peux passer voir la famille, et je reviens. Ma chance est que si je reviens vivre au village, je trouverai toujours du travail et des gens qui vont me montrer comment le faire.»

Commentaires et débat avec la salle

Commentaire de M. Foulques CHOMBART de LAUWE, chargé de mission au département Afrique de l'Ouest de l'AFD

M. Foulques CHOMBART de LAUWE insiste sur les divergences et les convergences que peuvent avoir l'AFD et ATD Quart Monde en Afrique de l'Ouest. Il rappelle les interventions de l'Agence qui intègrent une dimension familiale importante, surtout dans le domaine agricole et plus particulièrement dans le secteur du coton. Il cite l'effort de l'AFD dans le travail sur la représentation professionnelle et cite l'appui à l'alphabétisation des agriculteurs ou la formation technique comme des facteurs de valorisation et de fierté pour les travailleurs.

Dans le domaine de l'éducation, il explique le rôle de l'AFD qui donne des montants importants pour l'éducation de base et réalise un véritable travail sectoriel sur la qualité de l'éducation : enseignements bilingues en langue régionale, accès pour les filles etc.

Il souligne aussi le fait que l'intégration du savoir traditionnel dans l'éducation est une préoccupation importante de l'Agence.

Il fait également remarquer que si l'AFD intègre une dimension familiale et cherche à intégrer le savoir traditionnel dans ses projets, il faut cependant reconnaître et accepter qu'il y a une marge de la population qu'elle ne peut atteindre par ses actions. Il s'interroge sur la façon d'intégrer les réflexions du mouvement ATD Quart Monde au sein des actions de l'AFD et de la meilleure façon de le les intégrer également au niveau des différents acteurs du développement (organismes de la coopération décentralisée, ONG, bailleurs de fonds etc).

Commentaire de M. Marc LEVY, chef de bureau des politiques de développement et de la prospective à la sous-direction de la stratégie, des questions européennes et multilatérales de la DGCID et ancien coordinateur du réseau IMPACT

M. Marc LEVY déduit quatre sujets principaux de la présentation de la monographie. Il insiste sur le rôle participatif de l'individu, l'interdépendance et le sentiment d'appartenance mais aussi sur le rôle des familles et des communautés qui sont souvent les seuls lieux d'intégration économique pour les plus pauvres. Le rôle de l'informel et du droit doivent également être pris en compte.

Il rappelle qu'il est davantage nécessaire de réfléchir sur le lien entre l'individu et le collectif, tout en se méfiant de « la tyrannie de l'intimité ». Selon lui, il existe en effet un risque de coupure entre la sphère individuelle et la sphère collective. C'est pourquoi il est important de construire à travers la communauté un continuum entre l'expérience des individus et les phénomènes globaux. Cependant, conjuguer uniquement la famille, la communauté et le droit pour « faire société »

est dangereux car cette vision laisse de côté l'Etat et les pouvoirs publics.

Débat avec la salle

M. P. BRUN, membre du Mouvement ATD Quart Monde, souligne le fait que l'école n'a pas suffisamment fait l'intégration du milieu rural et des savoirs ruraux. Il milite pour que l'école soit aussi l'école des parents, et non seulement l'école des enfants. Il insiste pour que les savoirs de l'école soient réinvestis dans les savoirs traditionnels. Selon Jacques MALPEL, responsable du secteur éducation à la direction de la politique de Développement du Ministère des Affaires étrangères (MAE), l'évolution de l'école est nécessaire et incontournable. Le besoin d'évolution de l'école au service des communautés se pose. Il préconise que l'école puisse être cogérée par ces communautés et les parents.





1.3

Rendre les services de santé accessibles aux plus pauvres

« Rendre les services de santé accessibles aux plus pauvres : dix ans d'action savoir santé à Tananarive », par Chantal Laureau, médecin et volontaire permanente d'ATD Quart Monde, Caroline Blanchard, Xavier Godinot¹

1 Les trois auteurs sont volontaires permanents du Mouvement International ATD Quart Monde. Chantal Laureau a travaillé dix ans comme médecin à Madagascar. Caroline Blanchard et Xavier Godinot travaillent à l'Institut de Recherche de ce Mouvement. Une version anglaise de ce texte a été publiée dans « Participatory Approaches to Attacking Extreme Poverty. Case Studies led by the International Movement ATD Fourth World » edited by Xavier Godinot and Quentin Wodon, World Bank Working Paper n° 77, 2006, p. 37 to 53.

2 Il y a une école publique ouverte également aux habitants de ce quartier, mais elle est très peu fréquentée par leurs enfants.

L'action d'ATD Quart Monde dans un quartier de Tananarive à Madagascar s'est articulée autour des rencontres entre les familles au sein de la communauté mais aussi autour des rencontres entre ces familles et les professionnels du service de santé.

Au départ, les relations entre les habitants et les structures de santé sont marquées par l'incompréhension et la peur. Les habitants ont recours aux savoirs ancestraux de la médecine traditionnelle quand le personnel médical réagit principalement selon les normes de la médecine occidentale. Après plusieurs années d'action qui permettent de valoriser et renforcer les capacités des parents, un dialogue devient possible, qui permet d'ouvrir des chemins nouveaux fondés sur

une meilleure connaissance et une estime réciproque.

CONDITIONS DE VIE ET STRUCTURES DE SOINS DANS LE FOKONTANY D'ANTOHOMADINIKA IIG HANGAR

L'action se déroule dans une partie du quartier d'Antohomadinika, situé dans le premier arrondissement d'Antananarivo (Tananarive), métropole d'environ un million d'habitants et capitale de Madagascar. Le Mouvement ATD Quart Monde s'est implanté dans ce sous quartier en 1991. C'est alors un quartier très pauvre, où aucune association internationale n'est présente, sans école publique ni église², bien que des représentants de la paroisse vivent dans le quartier. Dès 1989, Chantal



© ATD Quart Monde

Le quartier
Antohomadinika

Laureau, première volontaire permanente d'ATD Quart Monde envoyée à Madagascar, avait tissé des liens avec des habitants de ce quartier en exerçant comme médecin chez les Frères missionnaires de la Charité³. Deux fois par semaine, elle tenait chez eux une consultation qui la mettait en lien avec des familles du quartier et lui permettait d'apprécier l'état de santé de la population. Elle fit également connaissance avec une habitante du quartier qui l'introduira chez de nombreuses familles. L'accueil du représentant de l'exécutif local (Fokontany) et le contact avec la paroisse catholique d'Antohomadinika ouvrirent d'autres entrées dans le quartier, qui fut donc choisi d'une part pour sa pauvreté et son isolement, d'autre part en raison des liens tissés pendant deux ans.

Antohomadinika est un vaste quartier situé à l'ouest d'Antananarivo, construit en grande partie sur d'anciennes rizières plus ou moins asséchées. «Antohomadinika» signifie le lieu où il y a de petits poissons, car pendant la saison des pluies, on peut pêcher des poissons dans les anciennes rizières. Cette zone à vocation agricole au début du 20^e siècle s'est beaucoup peuplée et développée après la construction d'une gare toute proche. Le quartier est divisé en cinq Fokontany⁴ (unités administratives), eux-mêmes subdivisés en secteurs. Les résidents de chaque secteur élisent un comité d'animation dont seul le président reçoit une indemnité. Ce comité gère ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, la solidarité pour les funérailles, les relations avec l'école publique. C'est au bureau

3 Implantés à Tananarive depuis plusieurs années à l'arrivée de Chantal Laureau, ils avaient mis en place de petites écoles, et créé un dispensaire où ils accueillaient pour des soins les familles de leurs élèves.

4 Antsalovana, Antohomadinika Sud, FTA, IVO, Antohomadinika avaratra, et Antohomadinika III G Hangar. C'est dans ce dernier Fokontany que se concentre l'activité d'ATD Quart Monde. En 2004, les autorités administratives ont réorganisé le découpage en seulement quatre Fokontany.

du Fokontany, où travaille un secrétaire rémunéré par la contribution des habitants, que se font les premières démarches administratives. Les réunions au Fokontany sont obligatoires et la présence des habitants y est consignée dans un carnet. C'est aussi un lieu de médiation où la population tente de résoudre ses conflits de voisinage avant un éventuel recours à la gendarmerie ou au juge.

ATD Quart Monde est présent dans les cinq secteurs du Fokontany «III G Hangar» C'est un sous quartier d'environ 6 000 habitants, dont 1 800 enfants entre 0 et 15 ans⁵. Il est constitué d'un dédale de petites ruelles inaccessibles aux voitures, d'une suite d'habitations très imbriquées et invisibles depuis la rue principale, agglutinées le long d'une voie ferrée qui n'est plus en service. Il est bordé par une rue très passante où se trouvent deux stationnements de taxi-brousse, un petit marché, des petits commerces, restaurants et épiceries. Les rues sont très animées et on y trouve beaucoup de vendeurs ambulants et de minuscules stands d'épicerie.

Les populations de ce Fokontany sont relativement hétérogènes. On y trouve des familles dans le dénuement le plus total mais aussi des personnes appartenant à la classe moyenne (instituteurs, fonctionnaires). Beaucoup de familles sont encore très liées à leurs origines

rurales, ayant parfois des terres ou une maison à la campagne. Après quelques années, la plupart d'entre elles restent définitivement en ville et y accueillent leur parenté dans des constructions improvisées qui s'étendent de plus en plus. Le plus souvent, les habitants vivent dans une baraque faite de planches de bois et d'un toit de tôle, souvent des bidons de 200 litres aplatis. Le sol est en terre battue sur lequel une natte a été posée. De nombreux habitants n'ont ni électricité ni eau courante ou seulement l'une ou l'autre. Avoir de l'eau est un souci permanent. L'attente est longue au lavoir comme aux bornes fontaines (trois en 1991, cinq en 2000) qui sont fermées la nuit. Le manque de latrines et un problème énorme : les adultes doivent se rendre dans les WC publics à plus d'un kilomètre ou attendre la nuit pour aller dans les anciennes rizières. Les toilettes publiques récemment financées par Care International sont payantes et leur installation a donc peu changé la situation. L'absence de bacs à ordures est lui aussi révélateur des conditions d'hygiène déplorables dans lesquelles vivent les habitants.

Le manque d'espace oblige les gens à vivre dehors en permanence mais, pendant la saison des pluies, les petites cours derrière les maisons deviennent boueuses et inutilisables. Même pendant la saison sèche, la proxi-

5 Ces données sont les estimations de l'équipe de volontaires après une enquête faite dans le quartier en 1996.

mité de la nappe d'eau à dix centimètres sous le sol contribue à rendre les habitations humides ou à tout inonder. Tous les bas quartiers d'Antananarivo, construits sur d'anciennes rizières, sont inondables en cas de pluie.

La majorité des habitants de ce Fokontany n'ont pas de revenu fixe. Ils travaillent souvent dans le secteur informel et vivent au jour le jour, avec toutes les insécurités qui en découlent. Très peu sont salariés. Les hommes se chargent de la vente de produits de récupération ou de produits alimentaires ou bien se rendent sur les chantiers et attendent d'être embauchés, déchargent les camions au marché ou encore tirent des pousse-pousse. Les femmes se chargent de toutes les tâches ménagères. Pour compléter les revenus de la famille, elles font des lessives, livrent de l'eau, sont commerçantes (vente d'aliments préparés par elles par exemple), couturières ou employées de maison. Quelques-unes travaillent dans les usines de la Zone Franche.

L'expression des spiritualités est très forte et la religion omniprésente dans la vie du quartier, dont les habitants sont tantôt catholiques, tantôt protestants, tantôt adeptes d'une religion traditionnelle plus cachée. Presque tous les jours, des groupes de « prêcheurs » passent dans le quartier pour chanter, prier en plein air ou haranguer la foule. Beaucoup

© ATD Quart Monde



Fontaine dans le quartier

de familles très pauvres du quartier fréquentent les églises évangéliques.

Il existe à proximité du quartier des dispensaires et hôpitaux publics et privés très peu fréquentés par les habitants du quartier. Les deux dispensaires publics se trouvent l'un à Ambodin'Isotry, à dix minutes de marche, l'autre à Antanimena, à vingt minutes. Les deux dispensaires privés, celui des Frères missionnaires de la Charité, et un autre, luthérien, sont situés à quinze minutes à pied. L'hôpital des enfants de Tsaralalana, en centre ville, est facilement accessible, de même que deux hôpitaux universitaires, l'un spécialisé en médecine, l'autre en chirurgie. Plusieurs médecins privés sont installés dans les environs.

En 1991, la situation sanitaire est très préoccupante. La mortalité infantile est extrêmement élevée et l'espérance de vie très courte. Il n'existe pas de statistiques fiables pour cette zone car la majorité des enfants ne sont pas enregistrés à la naissance et ne disposent pas de la « kopia » (acte de naissance) Seuls les médecins et les sages-femmes sont

habilités à délivrer ce certificat de naissance exigé par l'officier d'Etat civil, alors que légalement la présence d'un témoin suffit. Les femmes qui n'accouchent pas à l'hôpital ou ne recourent pas aux soins d'un médecin ou d'une sage-femme ne peuvent faire enregistrer leur enfant, ce qui plus tard constituera un obstacle à sa scolarisation. En juin 2005, l'UNICEF estime qu'il y avait environ 2,5 millions d'enfants non enregistrés à Madagascar, sur une population estimée à 17 millions d'habitants⁶.

1989-1990 : LE CHOIX D'UNE ACTION PETITE ENFANCE

Dès les premiers mois de présence dans la capitale malgache, l'équipe des volontaires permanents du Mouvement ATD Quart Monde constate à la fois l'état de santé très fragile des petits enfants et les ressources impressionnantes que déploient les habitants d'Antohomadinika pour leur éveil, étant donné le peu de moyens dont ils disposent. La mortalité des petits enfants est très élevée et ils meurent de maladies parfois bénignes qui auraient pu être soignées avec peu de moyens. Le nombre d'enfants mal nourris est très élevé. Aucun des enfants que Chantal Laureau reçoit en consultation n'a une courbe de croissance normale. De très nombreuses mères ont perdu un ou plusieurs enfants à

cause de la malnutrition, phénomène exacerbé par des naissances très rapprochées. La majorité des mères qui participeront à l'action petite enfance ont perdu un enfant.

D'après l'UNICEF, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à Madagascar est de 186 pour 1000 enfants en 1960 et de 126 pour 1000 enfants en 2003. Le taux de mortalité infantile (enfants de 0 à 1 an) est de 112 pour 1000 en 1960 et de 78 pour 1000 en 2003. L'espérance de vie à la naissance est de 54 ans en 2003. Entre 1998 et 2003, 14% des nourrissons souffraient d'hypotrophie (poids insuffisant) 49 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance entre 1995 et 2003⁷.

De nombreux enfants s'appellent Solo – ce qui veut dire «remplaçant» – nom donné traditionnellement à un enfant qui naît après le décès d'un aîné. Mais il faut aussi souligner les forces que les habitants déploient pour pallier tous ces manques. Les enfants mal nourris sont souvent souriants, signe que leur entourage les stimule assez pour compenser les troubles du comportement que la maladie entraîne. Généralement, toute la famille témoigne beaucoup d'affection à l'égard des enfants, très entourés mais aussi très vite indépendants. Très tôt, vers deux ou trois ans, ceux-ci peuvent à la fois inventer

⁶ Source UNICEF
(http://www.unicef.org/infobycountry/madagascar_27369.html)

⁷ Source UNICEF
(http://www.unicef.org/infobycountry/madagascar_statistics.html#10)

leurs jeux, jouer seuls des heures entières et soutenir leurs parents en allant leur faire quelques achats. Compte tenu de l'univers relativement confiné et dangereux dans lequel ils vivent, ils font preuve d'une aisance surprenante et ne connaissent que peu d'accidents. Les parents déploient une énergie considérable pour les soigner. La nécessité d'une action petite enfance s'est imposée peu à peu dans le but répondre à la détresse des parents face à tous ces enfants qui mouraient et de mettre en valeur le savoir-faire des parents tout en le renforçant.

D'emblée cette action a combiné étroitement les deux dimensions de promotion de la santé et de partage du savoir, au sens où l'entendait le fondateur d'ATD Quart Monde *«Savoir, c'est d'abord avoir la conscience d'être quelqu'un, pouvoir donner une signification à ce que l'on vit, à ce que l'on fait, pouvoir s'exprimer. Savoir, c'est avoir une place dans le monde, connaître ses racines, se reconnaître d'une famille, d'un milieu. Savoir, c'est par conséquent pouvoir participer à ce qu'est et fait autrui⁸»*. Les plus défavorisés, ajoute-t-il ultérieurement, ont un savoir et une culture, *«mais ce sont un savoir et une culture ébréchés, émiettés»* qui ne leur permettent pas d'avoir une place dans le monde. *«Le savoir et la pensée des plus pauvres sont d'autant plus fragiles que ceux dont les idées ne peuvent*

être ni exprimées ni entendues ne peuvent consolider leurs propres convictions. Aussi sont-ils facilement le jouet de tous les pouvoirs arbitraires⁹». Ecouter inlassablement les plus défavorisés, les encourager à s'exprimer individuellement et collectivement, leur permettre d'acquérir la conscience de leur propre valeur et les bases indispensables pour entrer en dialogue avec d'autres milieux, telles seront les constantes de l'action de renforcement des capacités (empowerment) menée par l'équipe d'ATD Quart Monde.

LA SITUATION DE DÉPART : INCOMPRÉHENSION ET DÉCONNEXION ENTRE L'HÔPITAL ET LES HABITANTS

Par son immersion au milieu de la population du quartier, l'équipe d'ATD Quart Monde découvre au fil des années la profondeur du fossé qui sépare les habitants d'Antohomadinika des structures médicales censées être à leur service.

Les médecins malgaches sont formés selon les méthodes occidentales, fondées sur la recherche de signes pour étayer un diagnostic affectant un organe. L'histoire de la personne, ses relations et son environnement sont rarement pris en compte. Cette approche, qui prévaut au niveau international, engendre

⁸ Joseph Wresinski, *Revue Quart Monde* n°105-106, l'enfant du Quart Monde en quête de savoir, 2^e trimestre 1979, p. 7.

⁹ Joseph Wresinski, *Culture et Grande Pauvreté, conférence prononcée en 1985, Cahiers Wresinski n° 7, éditions Quart Monde, 2004, p. 25.*

*«L'hôpital est perçu
comme un univers
froid, inquiétant,
où l'on ne se rend
qu'en dernier
recours.»*

un certain mépris des soins coutumiers. Or les habitants d'Antohomadinika ont une approche traditionnelle des événements selon un système de croyances qui donnent sens à chaque geste. Ces appréhensions différentes de la maladie, ajoutées à une méconnaissance mutuelle, expliquent en partie la crainte éprouvée par les habitants face au monde médical et les réactions parfois humiliantes des médecins compétents. Les parents sont attentifs à leurs enfants, mais le corps médical ne le perçoit pas d'emblée. Par exemple, traditionnellement, les mères ont très peur que les nouveau-nés attrapent froid au ventre et préfèrent ne pas les déshabiller. Cela est évidemment contradictoire avec les règles d'hygiène soulignant l'importance du bain des tout-petits. Ces perceptions différentes des réalités contribuent à la mise en place de véritables barrières culturelles qui rendent le dialogue impossible. Les personnes formées à une approche traditionnelle n'ont tout simplement aucune prise sur les explications données par un personnel médical formé à l'occidentale.

Dans un monde où il est fondamental de ne pas être seul mais en communauté pour vivre la naissance, la maladie et la mort, l'hôpital est perçu comme un univers froid, inquiétant, où l'on ne se rend qu'en dernier recours. Il est plus ou moins associé dans

l'imaginaire des gens à la mort, à l'humiliation... Les médecins ne comprennent pas pourquoi leurs conseils ne sont pas suivis, tandis que les parents préfèrent soigner leur enfant selon des méthodes traditionnelles et des remèdes qui ont du sens pour eux. Lassé d'être constamment mis en échec par des gens dont les maladies auraient pu être guéries s'ils étaient venus plus tôt, le personnel médical devient agressif à l'égard de parents qui, à ses yeux, sont irresponsables. Il pense que les parents n'aiment pas leurs enfants puisqu'ils ne leur donnent pas les traitements prescrits ou attendent qu'ils soient agonisants pour les amener à l'hôpital. Le malentendu est total, comme l'illustre l'attitude de cette mère qui refusait de venir à la Protection Maternelle et Infantile et faisait des kilomètres pour accompagner son enfant malnutri chez le guérisseur.

La pharmacopée traditionnelle malgache recèle d'immenses possibilités et soulage très bien certains maux. Les "tambavy" ou décoctions de plantes, peuvent être très efficaces mais aussi être très dangereuses si elles sont mal utilisées. Les matrones, qui vivent dans le même quartier et souvent dans les mêmes conditions que les gens très pauvres, tiennent une grande place dans l'exercice de cette médecine. Elles sont donc l'interlocuteur proche et privilégié qui accom-

pagne les mères avant l'accouchement. Elles recommandent des visites prénatales qui se passent chez elles. Elles connaissent et pratiquent des massages souvent efficaces : quand cela s'avère nécessaire, elles peuvent changer la position de l'enfant dans le ventre de la mère. Elles jouent un très grand rôle avant, pendant et dans les premiers mois qui suivent la naissance. Dans le quartier, les malades ont volontiers recours à des remèdes traditionnels qu'ils connaissent, comprennent, et qui respectent leurs croyances et leurs traditions. La plupart des Malgaches utilisent les "tambavy". Ne sont hospitalisés que ceux qui en subissent les effets négatifs. Ce sont ceux-là que rencontrent les médecins, qui ne voient donc que les effets négatifs de ces remèdes et en déconseillent totalement l'usage. Les personnes hospitalisées n'osent donc pas dire qu'elles ont utilisé des tambavy. La méfiance réciproque se construit ainsi sur un ensemble de malentendus et d'incompréhensions.

L'hôpital est aussi pour les habitants d'Antohomadinika un monde dans lequel ils sont identifiés comme pauvres et différents, stigmatisés. Ils n'ont pas toujours la possibilité de changer ou de laver leurs vêtements avant de venir, notamment en cas d'urgence, et sont facilement étiquetés, critiqués par le personnel médical en raison de leur appa-

rence. Par ailleurs, le coût de l'hôpital constitue un facteur supplémentaire de distanciation avec un public très pauvre. A l'hôpital à Madagascar, il faut parfois apporter une contribution financière importante. Le malade doit apporter un drap ou une couverture. Comment faire quand il n'y a qu'une couverture pour toute la famille ? Les habitants éprouaient donc une grande peur à l'égard de l'hôpital, due à un sentiment mêlé d'incompréhension, de dépossession de leurs repères, d'humiliation. Cependant certaines personnes du corps médical avaient une attitude plus ouverte, s'arrangeant par exemple pour avoir des réserves de médicaments à la disposition de familles démunies. En règle générale, les conditions de vie et d'exercice du personnel médical sont très difficiles et les salaires très bas. Ce personnel, qui voit tous les jours mourir des enfants en bas âge, a une sensibilité à fleur de peau.

© ATD Quart Monde



MISE EN PLACE DE L'ACTION SAVOIR-SANTÉ AUTOUR DE LA PETITE ENFANCE

L'action savoir santé commence dans la continuité de la coopération d'ATD Quart Monde avec les Frères missionnaires de la Charité. Chantal Laureau complète la visite médicale chez les Frères par un suivi nutritionnel qui commence en janvier 1991. Les mères qui ont été vues en consultation sont invitées – quand cela s'avère nécessaire – à une seconde consultation plus longue pour organiser un suivi nutritionnel de leur enfant et dialoguer sur son alimentation. Le suivi nutritionnel est complété par une « démonstration de plat » mensuelle. L'équipe d'ATD Quart Monde¹⁰ propose aux mères dont les enfants présentent des symptômes de malnutrition d'apprendre à cuisiner un plat simple et bon marché, qui permet de fournir à leur enfant tous les éléments nutritionnels dont il a besoin. Des visites à domicile sont organisées dans le but de revoir les enfants venus en consultation, spécialement les enfants très mal nourris qui sont très fragiles et tombent facilement malades. Les mères témoignent combien ces visites sont importantes pour elles : « *Personne n'a jamais été chez nous, sauf vous.* » Ces visites créent des relations de confiance et une certaine dynamique : les volontaires d'ATD Quart Monde sont

attendus et les habitants nettoient leur maison pour les accueillir. Souvent, lors de ces visites à domicile, des activités d'éveil sont proposées aux petits enfants. La visite devient alors un temps d'animation familiale autour de livres où les petits enfants sont au centre et les autres membres de la famille activement associés.

Le lien entre savoir et santé fut une des clés de cette action. Tandis que des « bibliothèques de rue » étaient organisées pour les enfants de cinq à douze ans environ – temps d'animation dans la rue autour du livre, pour révéler aux enfants leur goût du savoir, de l'art, de la beauté – une action santé pour les femmes était menée à proximité.

Cette action fut avant tout le fruit de tâtonnements, de discussions avec les mères, de tentatives de rencontres avec elles sous différentes formes. Longtemps, les volontaires d'ATD Quart Monde ignorent pourquoi les enfants sont si mal nourris. Leur connaissance se construit progressivement à travers l'action. Au fur et à mesure que la confiance naît de part et d'autre, les parents s'expriment davantage et donnent des éléments de réponse à cette question. Par exemple, ils sont persuadés de l'importance fondamentale du riz, aliment de base de l'alimentation malgache. Selon leurs dires, si un enfant mange du riz, il va bien. Inversement, s'il ne mange

10 Cette équipe est alors renforcée par la présence de nouveaux volontaires expatriés et par des amis malgaches qui apportent leurs connaissances propres et leurs capacités de traduction.

Bibliothèque de rue
à Lalamby

© ATD Quart Monde

pas de riz, même s'il se nourrit bien et suffisamment, les parents s'inquiètent. Leurs références alimentaires sont différentes. Tout ceci ne devient perceptible qu'avec le temps et à la condition d'un engagement personnel fort pour que se bâtisse la confiance. De façon à compléter leur connaissance et leur compréhension du pays, les volontaires sont aussi engagés dans d'autres lieux. Chantal Laureau accompagne le médecin dans sa visite

du service de pédiatrie, une autre volontaire travaille dans une école maternelle, une autre dans un centre d'accueil pour enfants placés par la justice.

En 1992 commencent des réunions informelles avec des femmes du quartier pour leur permettre de formuler les questions qu'elles se posent sur leur santé et celle de leurs enfants et leur apporter un savoir de base pour faire

face à la malnutrition. Il s'agit également de valoriser tout ce que font les habitants du quartier pour contribuer au développement personnel de leur enfant. En effet, les parents font preuve d'inventivité pour éveiller leurs enfants compte tenu de leur peu de moyens. Par exemple, une maman raconte qu'elle a découpé des images dans des magazines et en a tapissé les murs de sa maison pour apprendre à sa fille les noms des objets dessinés. Un autre but de ces réunions est d'en-

courager les femmes à parler entre elles, à échanger conseils et expériences et à renforcer leur solidarité. En effet, l'équipe avait constaté dans le quartier une certaine méfiance ambiante aiguisée notamment par la peur de l'empoisonnement, dont les gens parlent beaucoup. Ces réunions ont lieu une fois par mois, toujours dans le même lieu. A la fin de l'année 1993, ces temps d'échanges avec les mères deviennent hebdomadaires, ont lieu dans différents endroits et sont com-



© ATD Quart Monde

plétés par des animations avec les enfants. Il en résulte une certaine amélioration des relations dans le quartier. Une mère exprime : *« Nous sommes contentes : nous espérons pour l'avenir de nos enfants. Si nous sommes malades, il y a quelqu'un pour nous soigner. »* Un autre signe positif est la présence très assidue des mères aux consultations fixées dans le cadre du suivi nutritionnel de leurs enfants.

En 1993, grâce à l'action de leaders du quartier et au soutien de l'ONG Sentinelles, un dispensaire est ouvert dans une portion du Fokontany III G Hangar et un autre à Tsaramasay, où Chantal Laureau tiendra une consultation Protection Maternelle et Infantile jusqu'en 1999.

EXTENSION DE L'ACTION SAVOIR-SANTÉ

De juin 1992 à juillet 1994, l'équipe d'ATD Quart Monde comprend en moyenne trois volontaires permanents soutenus par des bénévoles. Elle est renforcée en août 1994 et comptera en moyenne cinq volontaires permanents à partir de cette date, dont deux volontaires malgaches à partir de 1998-99. En 1995, l'équipe décide d'élargir son action en faveur de la santé en l'introduisant dans toutes ses activités culturelles. L'action est intensifiée avec des visites plus régulières notamment dans deux petites cours. Ces

temps d'animation mères/petits enfants sont complétés par une visite systématique à domicile des mères qui y participent. Les séances dans les petites cours se déroulent de la façon suivante. Tous sont invités à se laver les mains, temps pendant lequel on s'échange des nouvelles et où éventuellement les volontaires sont invités à aller voir un malade chez lui. Ensuite, une animatrice raconte une histoire. Sur le même lieu, dans un petit espace, se déroulent simultanément deux activités : la bibliothèque de rue d'une part, l'action santé d'autre part. Après le récit, des jeux éducatifs et d'éveil simples sont présentés aux mamans qui sont invitées à jouer avec leur dernier-né présent pendant le reste de la séance. Les mères sont complètement impliquées et associées à l'activité qui fait d'elles les premières éducatrices de leurs enfants. Reconnues dans leur rôle, elles sont plus à l'aise pour poser des questions. Dans ce cadre très informel, des discussions permettent aux femmes d'acquérir peu à peu une meilleure connaissance de leur corps, de la valeur nutritionnelle des aliments, du planning familial, des conditions nécessaires à la création d'une meilleure hygiène...

En 1995, cette activité a concerné cinquante sept enfants dans une cour, dont une vingtaine de manière plus régulière, et quarante sept enfants dans l'autre cour, dont quinze avec un suivi plus assidu.

Dans les années qui suivent, l'action culturelle menée par l'équipe d'ATD Quart Monde prend aussi une nouvelle ampleur. Cette équipe avait constaté dans ses activités l'attrait impressionnant exercé par les livres sur les enfants du quartier puis bientôt sur leurs parents. Un jour d'octobre 1997, des mamans interpellent les animateurs de la bibliothèque de rue et demandent qu'on leur prête des livres à lire à la maison, afin qu'elles aussi puissent apprendre et raconter des histoires à leurs enfants. Aussitôt, les prêts de livres démarrent pour neuf parents. Quatre ans plus tard, 340 jeunes et adultes sont inscrits aux prêts de livres auxquels l'équipe d'animation ne peut plus faire face.

A la suite d'une réunion avec le président et le vice-président du Fokontany, il est décidé de construire une bibliothèque sur un terrain qui vient d'être donné au quartier¹¹. Elle sera construite au cours de l'année 2003 par une dizaine d'adultes du quartier embauchés pour cela.

LES CAHIERS DE DÉVELOPPEMENT

En complément des animations savoir santé dans les petites cours, l'équipe organise un suivi systématique des enfants nés en 1995 et début 1996. Les mamans sont invitées à remplir des cahiers de développement de leur enfant. Elles y racontent la naissance et

des moments clé du début de sa vie ainsi que les progrès de leur enfant. Certaines y écrivent également les rêves qu'elles ont pour lui ; « *ce que je voudrais c'est que tu apprennes à lire et à écrire, à parler de la façon dont on doit vraiment parler* ».

D'autres y expliquent leur conception de l'éducation : « *Le but des parents c'est que les enfants réussissent dans la vie [...]* » « *On t'encourage pour que tu apprennes la politesse, que tu saches écrire [...]* » « *Quand il fait des bêtises on le gronde fort...* » En 1997, vingt-six femmes ont entrepris de rédiger un cahier de développement de leur enfant, accompagnées dans ce travail par l'équipe d'ATD Quart Monde.

La rédaction de ces cahiers permet d'approfondir le dialogue avec les mamans sur leurs pratiques. Dans la vie des familles les plus défavorisées, la santé passe souvent après l'équilibre familial. Une mère qui allaite ne peut être hospitalisée sans risquer la mort de son enfant qui ne supporterait pas d'être brusquement sevré. L'unité de la famille passe parfois avant l'hospitalisation d'un de ses membres. « Les parents préfèrent souvent sauvegarder la famille plutôt que de soigner un enfant dont la guérison est très hypothétique et ne durera pas de toute façon, si la famille traverse de grosses difficultés.¹² »

¹¹ François Philiponeau, La fierté d'un quartier de Madagascar, *Journal Feuille de Route*, avril 2003, p. 3.

¹² Laureau Chantal, « Les familles malgaches m'ont appris la santé » in *Quart Monde*, n°184, novembre 2002.



Création des cahiers de développement

«La santé est un équilibre entre une personne, son environnement et la communauté au sein de laquelle elle vit. La maladie vient rompre cet équilibre.¹³»

De même, la santé passe par la solidarité. Une hospitalisation n'est possible que si une solidarité se noue autour de la personne malade, certains acceptant de prendre en charge les enfants, d'autres de soutenir financièrement... Les efforts d'amélioration de l'hygiène du quartier nécessitent un changement d'attitude de chacun.

LE DIALOGUE AVEC LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ ET LES INSTITUTIONS MÉDICALES

L'incompréhension entre le personnel médical et les parents du quartier ainsi que la

peur de l'hôpital qui conduit les parents à retarder toujours plus le moment de s'y rendre demeurent des difficultés réelles. Puisque la confiance est maintenant solidement établie avec les parents qui ont pris l'habitude de se réunir pour parler de la santé et partager leurs manières de faire, l'équipe d'ATD Quart Monde décide en 1997 d'organiser un dialogue avec les professionnels de santé. Des mamans sont invitées à aller visiter des centres de santé autour d'Antohomadinika pour rencontrer le personnel et mieux comprendre les soins qui y sont proposés. Elles découvrent ainsi le dispensaire d'Isotry, l'hôpital pour enfants de Tsaralalana, le dispensaire Marie Stopes International etc.

Lors d'une rencontre entre un médecin, une infirmière et les gens du quartier en 1997, une discussion surgit sur les incompréhensions

¹³ Ibid.

*«Est-ce qu'une
aiguille dans la
tête, ça ne peut
pas faire mourir
un enfant ?»*

sions mutuelles. A la fin de la réunion, une mère demande : *«Est-ce qu'une aiguille dans la tête, ça ne peut pas faire mourir un enfant ?»* Deux ans après la mort de son bébé, elle arrivait enfin à formuler cette question. Sa fille avait eu une perfusion épicrânienne, ce qui est toujours impressionnant. Elle n'avait jamais pu en parler. Sa question exprimait avec force toute l'incapacité, la peur et la honte des gens très pauvres à dialoguer avec «ceux qui savent», la souffrance de l'ignorance qui n'ose pas se dire et aussi l'incapacité des professionnels à reconnaître ce fossé et à le combler.

D'autre part, des professionnels de santé sont invités à des rencontres avec des mamans du quartier. Un groupe de professionnels de santé, essentiellement de l'hôpital Befelatanana, se constitue fin 1996 pour confronter son savoir à l'expérience des familles. Quand ils connaissent les conditions de vie des gens, les professionnels peuvent mieux comprendre l'effort que représente le fait d'aller à l'hôpital : comment faire garder les enfants ? Le temps du trajet et le temps passé sur place sont des temps non travaillés, alors qu'aller à l'hôpital peut représenter une dépense importante.

Les conditions de vie très précaires sont également un frein pour suivre des traitements

spécifiques. Les mamans osent évoquer sans honte leur recours aux méthodes traditionnelles, qu'elles ne mentionnent jamais dans l'enceinte de l'hôpital.

Lors de ces rencontres, les professionnels qui viennent rencontrer les familles dans leur lieu de vie découvrent sous un jour nouveau des femmes qu'ils ne voient qu'apeurées et honteuses à l'hôpital. Il peut en résulter un renouvellement complet de la relation, comme en témoigne le récit du chemin parcouru par une infirmière.

TÉMOIGNAGE DU CHEMIN PARCOURU PAR UNE INFIRMIÈRE

Janine, infirmière en pédiatrie, ne comprenait pas pourquoi des enfants étaient emmenés trop tard à l'hôpital. Elle pensait que les parents ne s'occupaient pas bien d'eux. En 1996, l'équipe d'ATD Quart Monde l'a invitée à une réunion sur la santé avec des mamans, dans le quartier d'Antohomadinika. Lors de cette rencontre, les mères lui ont expliqué l'ensemble des démarches qu'elles font quand un enfant est malade : le recours aux médecines traditionnelles, la recherche incessante d'argent en allant proposer leurs services pour

laver du linge ou livrer de l'eau, l'achat au marché de médicaments dont elles ont retenu le nom, la consultation d'un médecin, les essais d'amélioration de la nourriture de l'enfant etc.. Elles ont évoqué leurs doutes et leurs questions face à l'hôpital et la peur de n'y trouver qu'incompréhension.

Janine était stupéfaite : elle avait devant elle des femmes qu'elle croyait bien connaître car elle les voyait souvent à l'hôpital. Là-bas elles étaient honteuses, incapables de répondre à ses questions ou d'oser lui dire la vérité. Ici elle les voyait responsables, inventives et courageuses.

Un déclic s'est produit : elle a accepté d'apprendre de ces femmes et de se laisser enseigner par elles. La confiance est née de part et d'autre. Elle s'est peu à peu engagée avec les gens du quartier, avec qui elle a maintenant des relations très personnalisées. Les mamans qui doivent aller à l'hôpital se sentent plus rassurées. « Vas-y, se disent-elles entre elles, dans le service de pédiatrie, il y a Janine, elle est gentille, elle ne crie pas ». Avoir des liens amicaux avec une infirmière de l'hôpital est un soutien et une fierté pour les mamans du quartier.

LA RÉDACTION D'UN LIVRE SUR LA SANTÉ DES PETITS ENFANTS

A cette époque, il existait à Madagascar peu de livres écrits en malgache et pratiquement aucun sur la petite enfance. L'idée est donc née de confectionner un livre qui donnerait des réponses aux questions les plus fréquentes des parents et montrerait leur inventivité pour faire face aux multiples défis de l'éducation d'un enfant. Ce livre serait aussi un moyen de poursuivre le dialogue avec des professionnels de la santé. Il prit corps peu à peu à partir de 1995 et fut publié en mai 2000 sous le titre « *Sarobidy Ny Silaky Ny Aina* » ce qui signifie « *Nos enfants sont un trésor* ».

Au départ simple recueil des paroles de parents, il fut ensuite complété grâce aux informations contenues dans les cahiers de développement des enfants, puis retravaillé par thèmes en collaboration avec des professionnels de la santé. Ceux-ci ont aidé à relire l'ouvrage, à corriger ce qui paraissait erroné, à souligner ce qui semblait important pour le développement et la santé du petit enfant malgache. Ce travail a contribué à créer un langage commun entre deux mondes aux relations souvent difficiles. Il illustre ce que peut être un vrai partage du savoir entre des personnes de milieu très pauvre et des professionnels de la santé.

Aujourd'hui, ce livre fait la fierté des habitants du quartier et sert d'outil pour la discussion dans le quartier et avec les institutions. *«Ce livre voudrait être une invitation aux professionnels de santé à oser rencontrer les familles très pauvres [...] Il dit que la rencontre est possible et que chacun y est gagnant s'il rejoint les préoccupations de l'autre : si professionnels et parents cherchent ensemble un meilleur avenir pour les enfants, alors les parents pourront apprendre des professionnels et les professionnels pourront découvrir ce qui hante les parents et mieux soigner leurs enfants.»*¹⁴

Un financement accordé par la Banque Mondiale par l'intermédiaire du Ministère de la Santé a permis de rééditer 200 exemplaires du livre en 2002. En montrant combien les parents aiment leurs enfants, réfléchissent à leur éducation et dépensent de l'énergie pour leur bien, ce livre a contribué à changer l'image d'un quartier dont on ne parle trop souvent qu'en termes négatifs.

DES PERSONNES ET UN QUARTIER QUI GAGNENT EN LIBERTÉ ET EN FIERTÉ

Le récit de l'action, volontairement focalisé sur la santé, ne restitue pas l'ensemble du travail mené. D'autres rencontres étaient pro-

posées, autour du livre ou du sport. Des délégués du pays ont participé à des rencontres internationales organisées par le Mouvement ATD Quart Monde, des échanges ont été organisés entre les habitants d'Antohomadinika et ceux d'un quartier démuné de l'île de La Réunion etc. Toute une équipe était mobilisée, réfléchissant ensemble aux situations apparemment inextricables, prenant le temps d'écrire ce qu'elle apprenait des personnes rencontrées pour interioriser leur vie et mieux les comprendre. Les habitants d'Antohomadinika ont donc été rencontrés dans un contexte plus global que le cadre d'une action sur la mortalité des petits enfants et les effets de cette action ne se limitent évidemment pas à la santé. Lors d'une évaluation, une maman disait *«Depuis que je participe à des rencontres où on discute sur la santé, j'ai osé aller voir l'instituteur de mon fils qui a été injuste avec lui.»* L'impact de l'action savoir santé ne peut donc se mesurer uniquement selon des critères sanitaires et médicaux.

Le 17 octobre 2003, journée mondiale du refus de la misère, une bibliothèque permanente « Fanovozantsoa Joseph Wresinski » est inaugurée par les autorités du pays au Fokontany III G Hangar après dix ans d'animation de bibliothèque de rue. Les habitants se réjouissent et commentent *«Maintenant, on ne nous désignera plus comme le bidonville, mais*

¹⁴ «Sorobidy Ny Silaky Ny Aina», extrait de l'introduction de Chantal Laureau.



© ATD Quart Monde

«Maintenant, on ne nous désignera plus comme le bidonville, mais on dira : Antohomadinika, là où il y a une bibliothèque.»

Bibliothèque
Joseph Wresinski

on dira : Antohomadinika, là où il y a une bibliothèque.»

Le livre rédigé avec les parents y occupe une place importante et les bibliothécaires sont des mamans du quartier qui ont reçu une formation à la bibliothèque municipale. La présence de plusieurs centaines de personnes et des autorités locales et nationales à l'inauguration témoignait de l'importance de l'événement pour le quartier, dont la réputation a changé grâce à ces différentes créations¹⁵.

Au moment où ATD Quart Monde s'y est implanté, il n'y avait aucune association présente. En 2000, plusieurs associations s'y sont implantées, et leur nombre augmente : Inter Aide, Sentinelle, Terre des Hommes, Care International... Lors d'une campagne de vaccination, un médecin d'Inter Aide témoignait qu'il est plus facile de mobiliser les gens dans ce quartier que dans d'autres, car leur ouverture d'esprit est plus grande. Sans doute l'action menée pendant dix ans n'est-elle pas pour rien dans cette ouverture.

¹⁵ François Philiponeau, Le livre apporte l'ouverture de l'esprit, *journal Feuille de Route*, novembre-décembre 2003, p. 3.

Les témoignages des mamans, dont on lira certains en encadré, montrent aussi le chemin qu'elles ont parcouru et l'engagement qu'elles sont capables de prendre pour aider d'autres à évoluer. Un élément important à prendre en compte dans l'évaluation est le renforcement des solidarités locales. Certaines femmes disent *«Avant on n'osait pas, maintenant on ose plus aller l'une chez l'autre, se donner des conseils.»*

SORTIR DE LA PEUR : TÉMOIGNAGE EN 2004 DU CHEMIN PARCOURU PAR UNE MAMAN

«Avant, quand les enfants étaient malades, je les amenais toujours chez les médecins libéraux. Un jour, ma fille de neuf mois était bien malade. Je l'ai amenée chez un médecin alors que je n'avais pas d'argent. Je suis allée emprunter de l'argent chez les voisins. Le médecin nous a donné un papier pour hospitaliser ma fille mais j'ai caché le papier et je suis allée voir un autre médecin. J'ai vu sept médecins, tous les sept ont voulu hospitaliser ma fille. Elle devenait de plus en plus malade et j'avais vraiment peur d'aller à l'hôpital. Pour moi, c'était la dernière chose à faire. En voyant que ma fille était très malade, j'ai décidé d'y aller et de rejoindre l'hôpital le plus proche. Quelques mètres avant l'entrée

de l'hôpital, l'enfant est décédée. Nous ne sommes pas rentrés chez nous, mon mari et moi avons pris un bus pour l'enterrer au caveau familial. Nous n'avons que très peu d'argent et mon mari me disait de ne pas pleurer car si je pleurais, le chauffeur de bus risquait de comprendre que l'enfant était mort. Et dans ce cas on doit payer très cher... Je n'ai pas pleuré, j'ai seulement tremblé... Je baissais la tête pour que les gens ne voient pas ma figure. Quand je suis arrivée dans ma famille, j'ai perdu connaissance... C'est dur d'être esclave de la peur. Plus tard j'ai rencontré le Mouvement ATD Quart Monde et cela m'a beaucoup aidée à sortir de la peur. Avec des volontaires, nous avons visité des hôpitaux, nous avons rencontré des personnes hospitalisées et découvert le chemin à faire pour arriver à l'hospitalisation. Cela m'a beaucoup aidé. Depuis, j'aide aussi d'autres personnes qui ont peur d'aller à l'hôpital. Ce n'est pas seulement la peur de l'hôpital que le Mouvement m'a aidée à dépasser, mais aussi la peur de changer mes idées. Avec lui j'ai moi-même mené un vrai combat pour avoir mes droits à la santé. Avoir accès aux soins faisait partie de mes droits et maintenant je n'ai plus peur des hôpitaux. Je n'ai pas gardé cela pour moi toute seule, je fais des efforts pour aider des personnes qui sont encore prisonnières de cette peur.

TÉMOIGNAGE D'UNE MÈRE, FIN 2004

«... Une bonne santé est la première richesse. Dans mon quartier, un enfant était gravement malade, il avait le ventre gonflé car il n'avait pas fait caca depuis plusieurs jours. Les parents de cet enfant n'ont pas voulu aller à l'hôpital, ils ont changé plusieurs fois de devins et de guérisseurs traditionnels. Tous les guérisseurs ont dit que l'enfant était ensorcelé. Je leur ai conseillé d'aller à l'hôpital mais ils ont refusé ma proposition car les guérisseurs leur avaient interdit d'y aller. Après, la maman a dit qu'elle ne connaissait pas l'hôpital, c'est alors que j'ai pris l'enfant et que je l'ai emmené à l'hôpital. Je ne sais pas si j'ai bien fait ou si j'ai fait un scandale. Après consultation, le médecin l'a fait hospitaliser tout de suite à cause de la gravité de la maladie de l'enfant. Les parents n'ont pas pu veiller leur enfant à l'hôpital car ils avaient trop peur (pour que quelqu'un se fasse hospitaliser, il faut un garde malade) et ils cherchaient le moyen de faire sortir l'enfant de l'hôpital en cachette. Mon mari et moi, nous avons dormi à l'hôpital, sur le ciment et nous n'avons pas quitté des yeux le malade parce que nous avons peur que les parents prennent l'enfant. Au bout de quelques jours, ils ont pris conscience

que la santé de leur enfant s'était améliorée et ils nous ont beaucoup remerciés. Ils ont aussi entendu le médecin qui disait "Si vous aviez traîné plus d'une journée, l'enfant risquait de mourir." Les parents étaient heureux de découvrir qu'on n'a pas besoin de beaucoup de connaissance ni de diplôme pour pouvoir aller à l'hôpital. Ils ont aussi découvert qu'aller à l'hôpital fait du bien aux malades.»

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE L'ACTION

Ce bref récit d'un peu plus de dix ans d'action apporte des informations précieuses sur les moyens de rendre les services de santé accessibles aux populations pauvres (Making services work for poor people) en décrivant une démarche de longue durée engagée du bas vers le haut (from the bottom-up)

«Avoir la possibilité de se soigner et de s'instruire – les deux moyens par excellence qui permettent d'échapper à la pauvreté – restent des vœux pieux pour un grand nombre» lit-on dans le Rapport 2004 de la Banque Mondiale sur le Développement dans le Monde. Ce rapport affirme «Comme il y a des endroits où manifestement les services fonctionnent bien, on doit en conclure que les gouverne-

ments et leurs administrés peuvent mieux faire. Comment ? En plaçant les pauvres au centre de l'organisation des services : en leur permettant de contrôler la prestation des services et de rappeler les prestataires à l'ordre, en leur donnant davantage de poids au niveau de l'élaboration des politiques et en prenant des dispositions pour inciter davantage les prestataires de services à s'occuper des besoins des pauvres.»

Confrontés à la réalité vécue par les populations pauvres à Antohomadinika, ces objectifs semblent éloignés au point d'apparaître hors d'atteinte. Bien souvent, les milieux plus aisés comme les institutions se protègent des populations misérables perçues comme

un danger à la fois pour leur sécurité, leur santé et leur réputation. Dans toutes les grandes villes du monde, des ghettos de riches se constituent qui se protègent des ghettos de pauvres par des murailles et parfois des gardiens. Qui va «*placer les pauvres au centre de l'organisation des services*» alors que tout leur fonctionnement les maintient en dehors ? Comment les mamans du bidonville, qui pour la plupart ont une peur bleue de l'hôpital, pourraient-elles «*rappeler les prestataires à l'ordre*» et «*contrôler leur prestation de services*» ? Les populations les plus pauvres sont dominées dans les domaines politique, économique, social et culturel. Elles sont exclues des lieux de pouvoir où se décide leur sort. Comment leur permettre d'acquie-



rir plus de maîtrise sur leur propre vie et plus d'influence sur les institutions qui devraient leur être accessibles ? Que nous enseigne à ce sujet le récit de dix ans d'action à Antohomadinika ?

DE L'IMPASSE AU PARTENARIAT

Les apports théoriques du livre «Artisans of democracy¹⁶» fournissent une première grille de lecture possible de ce récit. Ce livre a cherché à comprendre, à partir de douze études de cas, comment des citoyens peuvent rétablir le lien entre des institutions qui devraient être au service de tous et les populations les plus pauvres qui n'en bénéficient pas. Il a identifié des itinéraires et des étapes de cette démarche.

Ce qui caractérise le début du récit, c'est la situation sanitaire dramatique dans le quartier d'Antohomadinika : la mortalité périnatale et infantile y est énorme, les structures de santé semblent inefficaces et incapables d'apporter un mieux être aux habitants. L'incompréhension est totale entre le personnel des équipements médicaux et les habitants du quartier : c'est une situation d'impasse. Les deux parties vivent une situation d'échec et d'incompréhension dans une non-relation qui ne mène nulle part. Les habitants ont intériorisé cette situation d'impasse

et n'attendent à peu près rien de l'hôpital, ce qui permet à son personnel de dire qu'ils ne peuvent pas être des partenaires valables. Il peut y avoir au sein de l'hôpital des personnes qui compatissent au sort des habitants mais se sentent impuissantes à faire changer l'institution.

Ce qui caractérise la fin du récit, c'est une amorce de partenariat entre les habitants du quartier et le personnel qui anime les équipements médicaux. Les uns et les autres ont appris à mieux se connaître et s'estimer, les habitants osent davantage avoir recours à l'hôpital en cas de nécessité. Les deux parties, l'institution et les habitants, trouvent utile d'investir du temps dans une relation qui apparaît maintenant fructueuse. Les uns et les autres ont entrepris une transformation. De ce fait, les équipements médicaux commencent à avoir un réel impact positif sur la santé des habitants du quartier. L'impact de la fin du récit contraste avec l'impasse du début. Cette réussite relative doit être décrite avec bien des nuances car les conditions de vie des habitants restent excessivement précaires et la mortalité périnatale et infantile très élevée¹⁷. Néanmoins des changements sont apparus qui donnent de la fierté aux deux parties et ceci constitue une mesure de la réussite. Quelles sont les différentes étapes qui ont permis cette réussite ?

16 Jona M. Rosenfeld & Bruno Tardieu, *Artisans of Democracy. How ordinary people, families in extreme poverty and social institutions become allies to overcome social exclusion*, University Press of America, 2000.

17 L'UNICEF estime que le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à Madagascar est de 126 pour 1000 en 2003.

PLACER LES PLUS PAUVRES AU CENTRE, UN ENGAGEMENT DE VIE

Pour que les services fonctionnent bien pour les populations les plus pauvres, il faut que ces populations soient placées «*au centre de l'organisation des services*» souligne avec raison le Rapport 2004 de la Banque Mondiale sur le Développement dans le Monde. Mais qu'est-ce à dire ? Placer au centre des services des populations pauvres qui sont à la fois dominées et exclues suppose d'un côté un renforcement considérable des capacités des pauvres (empowerment) et de l'autre un changement non moins considérable d'attitude des non-pauvres, qui peut être parfois un véritable «retournement» en faveur des pauvres. Dans le récit étudié, quels ont été les chemins de cet «empowerment» des populations les plus défavorisées et du «retournement» de celles qui contribuaient à les exclure ?

A l'origine de l'action, il y a l'arrivée à Madagascar d'une volontaire permanente d'ATD Quart Monde qui a fait le choix de placer les plus défavorisés au centre de sa vie. La plupart des quatre cents volontaires permanents d'ATD Quart Monde portent en eux des visages d'enfants, de jeunes ou d'adultes marqués par la misère qui ont transformé leur vision du monde et de leur propre vie. Ils se sont engagés dans ce Mouvement parce qu'ils

refusent le scandale de la misère persistante et de l'exclusion. A la suite du fondateur de ce Mouvement, Joseph Wresinski, ils ont volontairement choisi «*d'accorder aux minorités les plus défavorisées la primauté en toute chose. Leurs intérêts seront les premiers et les mieux servis... Ferment de transformation de toute société, ils seront les experts de nos projets de civilisation et leur promotion sera la mesure de notre propre progression*» comme l'affirment les Options de Base de ce Mouvement adoptées en 1965. Ces Options de Base indiquent une direction à suivre que chacun s'efforce de mettre en pratique selon ses propres capacités et limites. Tous les volontaires d'ATD Quart Monde acceptent un mode de vie simple et une rémunération très modeste, sans lien avec leur qualification ou leur ancienneté, pour pouvoir rester proches des populations les plus pauvres.

L'IMMERSION DE LONGUE DURÉE AU MILIEU DES POPULATIONS EXCLUES

Avant de lancer une action engageant le Mouvement ATD Quart Monde, Chantal Laureau a exercé pendant deux ans comme médecin chez les Frères missionnaires de la Charité. Deux ans durant lesquels elle a appris à connaître le pays, à découvrir la situation sanitaire, à écouter les malades lors des consultations.



Consultation

© ATD Quart Monde

Lorsque fut choisi le quartier où démarrer l'action, elle s'est immergée davantage encore dans la vie des populations les plus pauvres, les rencontrant longuement à leur domicile, passant des heures à les écouter pour découvrir leurs aspirations, leurs forces, leurs souffrances, puis des heures encore à écrire ses découvertes pour les intérioriser et en garder la trace.

Plusieurs années se sont écoulées avant que les mamans n'osent exprimer en confiance

leurs préoccupations et leurs pratiques, et notamment leur recours aux remèdes traditionnels. La connaissance se bâtit dans l'action et bâtit l'action qui à son tour engendre de nouvelles opportunités de connaître. Le fait même de rejoindre ces populations sur leur lieu de vie est très significatif de la valeur qui leur est accordée : « *Personne n'a jamais été chez nous, sauf vous* » disent des mamans. Il constitue un élément important de leur valorisation à leurs propres yeux et donc du renforcement de leurs capacités.

L'ACTION CULTURELLE POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DES POPULATIONS

En dépit des efforts faits par les habitants pour prendre soin de leurs enfants et pour compenser tout ce qui leur manque, ils sont souvent considérés comme incompetents, ignorants et incapables de se développer. Eux aussi finissent par considérer leur situation comme sans espoir. De ce fait, toute proposition de développement leur semble destinée aux autres. Les équipes d'action doivent prendre en compte cette réalité cruciale, qui fait partie de l'héritage des très pauvres et de leur culture «tronquée». Par conséquent, toute action qui a pour but de renforcer leurs capacités doit comprendre une forte dimension culturelle, essentielle pour les personnes, leurs familles et la communauté elle-même.

Cette communauté doit pouvoir se structurer peu à peu en acteur collectif et en partenaire associé à la définition et à la mise en œuvre des actions pour améliorer le bien être de tous. On a vu les moyens pris par l'équipe d'ATD Quart Monde pour agir à ces différents niveaux en étant très proche des gens, immergée dans leur quartier, ce qui est une condition indispensable. Une des constantes de l'action a été la volonté de renforcer la solidarité dans le quartier.

ORGANISER LA RENCONTRE ENTRE DES MONDES DISTANTS

En 1997, après six années d'action dans le quartier, l'équipe d'ATD Quart Monde estime que la situation est mûre pour provoquer des rencontres entre parents et professionnels de santé, sans que les parents risquent d'être écrasés ou ridiculisés par les professionnels. L'équipe elle-même a gagné la confiance des parents et du personnel médical, elle a acquis une connaissance suffisante des uns et des autres pour être reconnue comme médiateur fiable. Les mamans ont acquis les bases du langage indispensable et une certaine habitude de parler entre elles et avec cette équipe de la santé de leurs petits enfants. Elles ont commencé à remplir des cahiers de développement qu'elles peuvent montrer comme preuve manifeste de l'intérêt qu'elles portent au développement de leurs petits.

Cependant, les lieux et moments doivent être soigneusement choisis pour que des personnes appartenant à des mondes très distants puissent se rencontrer de manière fructueuse. Ces rencontres doivent avoir lieu hors de toute urgence médicale, pour ne pas reproduire les conditions de stress où les parents arrivent trop tard et mettent le personnel médical en situation d'échec.

Il est important que les parents rencontrent le personnel médical des différentes structures de soins, qu'ils puissent visiter ces structures et apprendre à en comprendre le fonctionnement. Il est important que le personnel médical puisse rencontrer les parents dans les locaux de leur quartier, autour de leurs questions et préoccupations, et qu'il puisse comprendre leurs efforts réels pour le bien-être de leurs enfants. On a vu que ce type de rencontre peut provoquer chez le personnel soignant un véritable « retournement » d'attitude, un passage d'une attitude de méfiance et de rejet à une attitude de compréhension et de soutien.

La personne qui a vécu ce retournement devient alors le vecteur d'entrée principal des habitants du quartier d'Antohomadinika dans la structure de soins. Elle peut devenir aussi la championne de l'ouverture de son établissement aux populations les plus pauvres si au-delà des échanges informels de connaissance, elle utilise ses marges de liberté pour chercher à garantir la relation à long terme entre l'institution et les plus pauvres. La création au sein de l'institution d'un espace où les usagers les plus défavorisés peuvent être entendus est sans doute le meilleur moyen d'y parvenir.

INVENTER UN NOUVEAU LANGAGE EN CROISANT LES SAVOIRS

Les mots ne manquent pas pour parler de la grande pauvreté. Mais ils permettent plus souvent le monologue des personnes d'un même milieu social que le dialogue entre des milieux différents. Le langage courant concernant les milieux misérables regorge d'expressions humiliantes dont la plus fréquente est que s'ils vivent ainsi « c'est qu'ils le veulent bien ». Le langage des économistes, sociologues, médecins ou autres experts en pauvreté s'efforce d'éviter les jugements de valeur, mais il est bien souvent incompréhensible pour ceux qui vivent la pauvreté. Trop souvent, le langage des experts déshumanise la pauvreté en transformant des personnes en chair et en os en simples problèmes techniques. Pour permettre la communication entre professionnels de la santé et familles en situation de pauvreté, il faut donc inventer un langage adapté qui respecte à la fois exclusants et exclus. *« C'est un véritable art, ou plutôt un artisanat, de trouver les mots qui ne nient pas la souffrance tout en ne condamnant pas, qui rétablissent les exclus dans la dignité tout en ouvrant un chemin à ceux qui excluaient. Ce langage nouveau canalise la tension en permettant à chacun de se dire et d'apprendre des autres. »*¹⁸

18 Jona M. Rosenfeld & Bruno Tardieu, "Artisans de Démocratie" Editions de l'Atelier et éditions Quart. Monde, 1998, p. 275.

Dans le récit de l'action menée à Antohomadinika, ce langage doit relever le défi de concilier le savoir d'expérience des mamans et le savoir professionnel du personnel médical, le savoir traditionnel malgache et le savoir occidental. Un objectif fondamental de ce nouveau langage est de permettre à chacun de comprendre l'autre et d'apprendre de lui. La rédaction du livre «*Nos enfants sont un trésor*» réalise ce croisement de deux savoirs, celui né de la vie dure où il faut tout le temps inventer pour survivre et le savoir plus universitaire qui a plus de recul, mais qui ignore souvent les contraintes de vie des plus pauvres. Ce nouveau langage commun, qui reconnaît les forces des traditions de la communauté malgache et celles de la médecine occidentale, consacre une nouvelle manière d'être ensemble où les savoirs ne sont plus utilisés comme moyens de pouvoir d'un groupe humain sur un autre mais se fécondent et deviennent complémentaires. Dans le récit étudié, le processus d'élaboration de ce nouveau langage part des habitants du quartier, de l'expression progressive de leurs savoirs, puis les confronte aux savoirs des professionnels de la santé et au savoir académique.

Il s'agit bien d'une démarche du bas vers le haut. La démarche du haut vers le bas semble totalement inadaptée pour croiser les savoirs, puisqu'elle partirait d'un savoir académique

sur lesquels les plus pauvres n'ont aucune maîtrise, ce qui ne pourrait que les convaincre de l'impossibilité de faire un apport utile.

FORMER LES MATRONES : POUR D'AUTRES POLITIQUES DE FORMATION DES PERSONNELS DE SANTÉ

La situation d'impasse dans laquelle se trouvaient les habitants du quartier d'Antohomadinika et le personnel des structures de santé au début de ce récit ne manque pas de poser bien des questions sur la formation médicale dispensée en tiers monde. Le personnel hospitalier malgache est formé selon les canons de la médecine occidentale alors que le contexte est radicalement différent. Outre les nombreuses difficultés évoquées dans le récit, une autre des conséquences bien connues de cette manière de faire est la fuite des cerveaux vers le Nord, et en particulier la fuite des médecins et infirmières attirés par les salaires bien plus avantageux et les meilleures conditions de travail que leur proposent des pays du Nord.

Certains d'entre eux ne forment pas assez de personnel médical pour satisfaire leurs propres besoins et n'hésitent donc pas à organiser des campagnes de recrutement du personnel médical formé au Sud. D'après

la Banque Mondiale, quelque 80 000 personnes hautement qualifiées quittent chaque année l'Afrique pour travailler sur d'autres continents¹⁹, parmi lesquels de nombreux docteurs et infirmières²⁰, et « *le drainage des cerveaux en provenance des pays en développement vers les pays industrialisés sera une des tendances lourdes qui façonnera le paysage du 21^e siècle.* » Les objectifs assignés par l'Organisation Mondiale de la Santé aux pays du Sud – disposer en l'an 2000 d'un médecin pour 5 000 habitants et d'une infirmière diplômée pour 1 000 habitants, n'ont pas été atteints dans 38 pays d'Afrique subsaharienne²¹. Les pays occidentaux disposent en moyenne d'un médecin pour 500 habitants et n'hésitent pourtant pas à aller recruter ceux qui

se forment au Sud ! Renverser cette tendance implique très vraisemblablement des changements radicaux dans les politiques de formation du personnel médical au Nord comme au Sud.

On a vu le rôle très important que jouent les matrones dans le quartier d'Antohomadinika. Ne serait-il pas possible d'engager des programmes de formation des matrones, beaucoup plus proches des habitants que le personnel hospitalier et beaucoup moins susceptibles de fuir leur pays pour émigrer au Nord ? Ces programmes devraient marier toute la richesse de la pharmacopée et des traditions médicales malgaches avec les apports de la médecine occidentale.

19 Cité dans *Les Migrations dans le Monde en 2003, rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations*, p/ 215 et 217. Ces chiffres n'incluent pas les nombreux étudiants africains qui étudient sur d'autres continents.

20 *L'organisation Docteurs pour les Droits de l'Homme affirme qu'en Zambie le secteur public n'a retenu que 50 des 600 médecins qui ont été formés dans l'école de médecine du pays entre approximativement 1978 et 1999.*

21 Cécile Bontron, *journal Le Monde*, 28 juin 2005, Les cerveaux africains prennent le large vers le Nord.

Commentaire et débat avec la salle

Commentaire de M. Pascal BROUILLET, chargé de mission au sein de la division Santé de l'AFD

Pascal BROUILLET expose les différents défis pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement dans le domaine de la santé. Il rappelle que la question de la gratuité des soins est au cœur du débat actuel. Il rappelle ensuite la position de l'AFD sur le sujet.

La santé est selon lui la résultante de différentes actions de développement comme l'environnement ou l'éducation. Elle ne devrait pas être considérée uniquement comme un problème de nature politique, car elle relève aussi du domaine du privé (nutrition, soin du corps etc.). Un premier constat émis est que même si la présence physique de services de santé est effective, l'accessibilité des plus pauvres à ces services n'est en aucun cas garantie. Rendre accessible ces services pour les plus pauvres implique de considérer la question culturelle, les questions sociales (empathie des soignants) ou encore économique (coût des soins). L'accent devrait être mis sur l'augmentation de la « qualité perçue » du soin par les ménages en parallèle de la dimension technique de ce soin. Cette qualité perçue par le soigné est très importante dans la mesure où

des soins gratuits ou peu coûteux mettent en doute leur qualité. Ainsi, si les plus pauvres ne perçoivent pas cette qualité des soins, ils seront prêts à investir plus pour profiter d'une autre médecine, souvent traditionnelle et pas toujours bénéfique. L'éducation est un vecteur important dans l'amélioration du domaine de la santé. Ainsi, le besoin d'information et d'éducation à la santé sont indispensables. Il s'agit là aussi de régler les problèmes de barrières sociales et culturelles qui freinent trop souvent l'accès à l'hôpital des plus pauvres. L'accueil qu'ils peuvent recevoir dans un lieu comme l'hôpital est un enjeu primordial.

Pascal BROUILLET rappelle également que le débat sur la gratuité des soins est toujours en cours au sein des grandes institutions de développement et les organisations de la société civile. L'AFD n'a pas de position officielle sur le sujet. Néanmoins, le débat sur cette gratuité apparaît stérile dans la mesure où il faut que quelqu'un finance les soins. Quelles ressources pour quels soins ? Comment sécuriser l'accès à des services de qualité pour les plus pauvres ? Différentes modalités

existent en fonction des pays. Il n'existe donc pas un modèle précis applicable. Cette question de la gratuité des soins en soulève une autre, qui est celle de l'assurance.

L'évolution des instruments de l'aide dans laquelle s'inscrit l'AFD rend nécessaire l'inclusion des organisations représentatives des plus pauvres mais aussi l'intensification du dialogue avec les autorités publiques tout en assurant que ce dialogue avec les pouvoirs publics nationaux se fasse avant la conception et dans la mise en œuvre des politiques nationales. Ainsi, l'évolution des instruments de l'aide vers des logiques de soutien des politiques nationales ne doit en aucun cas exclure le soutien à des dynamiques sociales comme le préconise ATD Quart Monde.

Des expériences pour inclure la représentativité des plus pauvres ont été menées par l'AFD dans des modalités de financement qui favorisent l'écoute. Ainsi, des micro-assurances de santé, des centres de santé communautaires en Afrique de l'Ouest, ou le soutien à des projets d'ONG en Haïti pour mettre les pauvres au cœur des services de santé ont été menés dans cette optique.

Débat avec la salle

Anne HERY, déléguée d'Handicap International à Paris, souligne l'importance de pla-

cer l'individu au cœur du service de santé et soulève le problème de l'accessibilité financière et du débat sur la gratuité des soins. Selon elle, cette revendication de la gratuité des soins, qui fait débat, est une question à dépasser car la gratuité selon les soignants n'est pas fondamentale contrairement à la qualité des soins et la qualité perçue de ces soins. Elle insiste sur le fait que c'est la question du rôle de l'Etat et des flux de l'Aide Publique au Développement qui se cache derrière cette question de la gratuité des soins, car de toute façon il faut bien que quelqu'un paye cet accès aux soins pour les plus pauvres.

Patricia HEYBERGER, volontaire d'ATD Quart Monde, s'exprime en faveur d'une prise en compte de la logique économique communautaire pour financer cet accès aux soins. Il ne faut pas limiter l'accès aux soins à l'offre. Un participant souligne le fait qu'il s'agit d'envisager une réelle complémentarité entre les prestataires, les usagers des services de santé et la mobilisation sociale des individus.

Chantal LAUREAU (ATD Quart Monde) réaffirme le fait que la population doit être au cœur des systèmes de santé. C'est au sein de celle-ci qu'il faut rechercher les compétences sur lesquelles s'appuyer. L'interrogation sur l'intégration des savoirs traditionnels est soulevée.

2

Extrême pauvreté, développement et Droits de l'Homme »

La table-ronde conclusive du séminaire s'intitule : « Extrême pauvreté, développement et droits de l'homme ».

Elle est animée par Xavier GODINOT, directeur de l'Institut de Recherche et de Formation d'ATD Quart Monde avec la participation de Bruno COUDER, Délégué général adjoint du mouvement international ATD Quart Monde, Bernard TARDIEU, PDG de Coyne et Bellier, Michel DOUCIN, ambassadeur pour les Droits de l'Homme au MAE, Bernard PINAUD, Délégué général du CRID, coordinateur de l'Action mondiale contre la pauvreté-France, Jean-Francis BENHAMOU, chargé de mission au département Infrastructures et Développement urbain de l'AFD.







2.1

Les programmes de développement contribuent-ils à combattre la grande pauvreté ?

Intervention de Bruno COUDER, Délégué général adjoint du mouvement international ATD Quart Monde

Bruno COUDER revient sur certains projets de développement auxquels il a participé pour en tirer les conclusions suivantes.

Le Président d'ATD Quart Monde au Pérou, qui travaille également dans une ONG de développement, m'a raconté récemment cette histoire. Dans une communauté rurale, un barrage a été construit pour augmenter le débit de l'eau disponible dans la vallée. Une ONG allemande avait accepté de financer ce projet, à condition que des photos ou des vidéos puissent attester que les crédits auraient bien été dépensés et qu'une participation de la communauté aurait bien été demandée en contrepartie. Le partenaire principal de ce projet était une commission mise en place par les personnes ayant localement le plus fort pouvoir économique et la plus grande influence. Les autres partenaires étaient la municipalité et la communauté de ceux qui pouvaient participer au

projet à travers une cotisation ou des travaux communautaires (faenas) à réaliser dans un délai bien précis.

À cause de cet ensemble de contraintes, la communauté a décidé de confier ces faenas aux plus efficaces, à ceux qui étaient en bonne santé et capables d'une bonne rentabilité dans leur travail. Les autres, jugés plus fragiles, n'ont même pas été sollicités. Ainsi, du fait des exigences de cotisation et de performance, toutes les personnes les plus défavorisées de la vallée ont été objectivement éliminées de la participation demandée. Par la suite, elles seront privées du bénéfice de la distribution de l'eau. Dans cet exemple, la communauté a été amenée à accepter les conditions du financeur, qui de fait ont accru l'exclusion de certains. Peut-être les habitants auraient-ils pu refuser d'édifier ce barrage à ces conditions ? Peut-être n'ont-ils pas trouvé celles-ci anormales ?



© AFD

En région parisienne, un des projets d'ATD Quart Monde est une petite entreprise qui s'appelle « Travailler et Apprendre Ensemble » (TAE). Il s'agit de permettre à des personnes qui ont été très éloignées du monde du travail pendant des années (vie en errance avec leur famille, chômage de très longue durée) de pouvoir reprendre le chemin du travail à travers une activité économique. Celle-ci est centrée sur la réparation d'ordinateurs et bénéficie donc d'un certain prestige. TAE connaît un vrai succès : des gens reprennent le rythme du travail, réapprennent des compétences. Mais son responsable me disait : «*Même après deux ou trois ans à TAE, nous n'arrivons pas à replacer ces travailleurs dans les entreprises d'insertion, parce qu'actuellement leur type de financement les oblige à avoir un taux de placement sur le marché du travail de 60 ou 70%*». Ces entreprises d'insertion ne veulent donc pas prendre le ris-

que d'embaucher des travailleurs qui ont un itinéraire de travail aussi dégradé.

Dans ces deux exemples, les financeurs (une ONG de développement, l'Etat français et les collectivités locales) créent des conditions qui peuvent se comprendre, mais qui contribuent à l'élimination des plus faibles. Certes, il n'y a probablement là aucune intention délibérée. Mais on peut dire qu'il n'y a pas non plus une véritable intention d'inscrire les plus défavorisés dans ces programmes.

Actuellement, l'interrogation du Mouvement ATD Quart-Monde par rapport au développement est celle-ci : «*Est-ce que la question de l'incorporation des plus faibles est à l'ordre du jour ?*». Une des mesures des Objectifs du Millénaire est la diminution de moitié du nombre des personnes en dessous d'un certain seuil de pauvreté. Cette manière

d'évaluer n'est pas mise en relation avec une autre question : «*Est ce que les plus faibles vont être les bénéficiaires prioritaires de ces mesures ?*».

Récemment, j'ai reçu de notre responsable dans un pays d'Afrique de l'Est un message donnant une série d'exemples très concrets. Dans une vieille carrière désaffectée, 3000 personnes, qui continuaient à gagner leur vie en cassant des pierres à la main pour vendre ensuite du gravier et du sable, ont été brusquement chassées par le gouvernement, sous prétexte que c'était une activité trop dangereuse, pas souhaitable écologiquement et qui risquait de détériorer une route passant à proximité. Simultanément, dans une grande ville proche, un certain nombre de petits vendeurs de rue ont été chassés pour des motifs de sécurité, dans des conditions telles qu'ils ont perdu toute leur marchandise et leur gagne-pain quotidien.

Pour les mêmes motifs de sécurité, les travailleurs qui criaient les annonces dans les stations de transport en commun pour tous ceux qui ne savent pas lire et écrire ont été renvoyés de leur emploi du jour au lendemain. Ils gagnaient vaillamment leur vie par ce travail mais n'avaient pas toujours bonne réputation. 1400 personnes sont venues les remplacer après avoir été formées par une compagnie de

sécurité grâce à un financement du développement. Dans une autre ville, une nouvelle route a été construite et un micro bidonville situé le long du tracé de la route a été rasé. On a proposé à ses habitants des relogements à la campagne avec un accompagnement. Pratiquement aucun d'entre eux n'a accepté cette solution parce que, là où on voulait les mettre, il n'y avait absolument rien pour vivre. Ils sont donc revenus s'installer dans la rue ou ont été hébergés chez des voisins. Et notre correspondant m'a dit : « Est-ce que nous frappons de malheur les gens que nous rencontrons pour qu'ils soient ainsi des victimes du développement ? Est-ce que la collectivité accepte qu'une partie des plus faibles de la terre se trouve abandonnée avec seulement l'espoir d'un "plus tard" ? ».

Encore une fois, je ne crois pas qu'il y ait dans ces actions une intention délibérée d'éliminer les plus faibles. Je ne crois pas non plus qu'il y ait une telle intention dans notre pays. Mais partout, quand il y a des choix à faire, on a tendance à les éliminer. S'il n'y a pas d'intention discriminatoire a priori (parce que les gens auraient mauvaise réputation ou pour toute autre raison), les choix sont plutôt orientés selon les intérêts des classes moyennes ou obéissent aux mises en œuvre les moins onéreuses. Par exemple proposer des stages d'insertion, c'est plus facile, c'est

«Est ce que les plus faibles vont être les bénéficiaires prioritaires de ces mesures ?»

moins cher et moins compliqué que d'investir pour chercher à intégrer les plus pauvres dans les entreprises.

COMMENT S'Y PRENDRE AUTREMENT ?

Il importe d'abord que les pouvoirs publics à différents niveaux aient la volonté politique d'atteindre les plus pauvres pour leur permettre de participer au développement. Cette volonté politique doit être clairement affirmée, sinon elle n'a aucune chance d'être mise en œuvre. Mais l'expérience nous a appris qu'on peut affirmer cette volonté politique, faire voter des lois, comme en France la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et ne pas vraiment les appliquer au prétexte que l'opinion publique ne suit pas. Aussi est-il très important de rechercher comment une communauté peut prendre à son compte l'ambition politique de vouloir une société où chacun puisse trouver sa place et où personne ne soit laissé de côté. C'est, je le crois, un idéal cultivé dans toutes les communautés humaines. Mais comment s'y prendre ? Comment se soutenir dans cet effort de ne laisser personne de côté ?

Nous avons déjà parlé d'échanges de savoirs et montré comment l'expérience de ceux qui souffrent dans des situations extrêmes peut

être prise en compte dans le développement et dans la lutte contre la pauvreté.

Première condition absolument primordiale : ne rien entreprendre qui ne puisse être adapté aux réalités de ceux qui sont les plus défavorisés. Il faut coopérer avec ceux qui partagent dans la durée la vie des plus défavorisés pour se préparer mutuellement à collaborer, pour éviter des projets technocratiques « tombant du ciel ». Je voudrais encore souligner l'importance du temps. Si l'on veut vraiment atteindre les plus pauvres, on ne peut pas vouloir aller aussi vite que si on les ignorait. L'exemple du barrage au Pérou est typique à cet égard. Il est vrai aussi que des gens vivent dans des communautés marginalisées. Nous avons évoqué le temps qu'il nous a fallu pour approcher des enfants vivant dans la rue à Ouagadougou et parvenir ensuite à rejoindre leur famille. On ne peut pas faire l'économie du temps, d'une certaine lenteur productive. Les gens sont prêts à se mobiliser mais il faut accepter que cela prenne du temps. Or le temps coûte toujours de l'argent ! Je peux vous dire qu'il est extrêmement difficile, dans les projets de développement, de faire financer des approches longues qui n'ont pas une productivité à court terme facile à démontrer. Sur ce point, il y a un changement radical à obtenir dans la manière de financer le développement.

« Ne rien entreprendre qui ne puisse être adapté aux réalités de ceux qui sont les plus défavorisés. »



2.2

Les projets d'infrastructures et la prise en compte de la pauvreté et de l'exclusion

Intervention de Bernard TARDIEU, PDG de Coyne et Bellier²²

QUELLES SONT LES RÉGLEMENTATIONS POUR QUE LES POPULATIONS LES PLUS DÉFAVORISÉES SOIENT PRISES EN COMPTE DANS LA CONSTRUCTION DE GRANDES INFRASTRUCTURES DANS LES DOMAINES DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU, DES TRANSPORTS ET DU BÂTIMENT ? SONT-ELLES APPLIQUÉES ?

Comment avons-nous été amenés à travailler avec ATD Quart Monde ? Il y a longtemps que je le souhaitais ! Quand moi-même et mes 200 collaborateurs, nous voyageons à travers le monde, souvent très loin des villes, nous voyons la grande pauvreté et l'exclusion. Nous nous sommes dit qu'il fallait bien arriver à introduire une réflexion sur ce sujet. Par ailleurs, ATD Quart Monde cherche à travailler avec des entreprises.

Au début, j'ai constaté que le mot « développement » n'est pas très bien vu à ATD Quart Monde, où il est un peu considéré comme un piège. Or chez Coyne et Bellier, ne pas parler de développement serait absurde

puisque c'est notre métier. Il fallait donc trouver une convergence. On l'a trouvée en expérimentant une collaboration avec ATD Quart Monde qui apporte quelque chose de très original : une approche cognitive. Les phénomènes d'exclusion, il faut d'abord les comprendre. Les permanents de ce Mouvement nous disent : « *Ce que nous apprenons en Afrique peut nous instruire beaucoup sur la France. Ce qui se passe au Pérou peut nous aider à comprendre ce qu'est l'exclusion dans nos banlieues etc.* » C'est là une approche fondamentale qui ne rebute pas nos ingénieurs.

Par ailleurs, l'exclusion est très souvent associée à l'évolution des cultures et des pratiques. Or il n'y a rien qui modifie autant les cultures et les pratiques que les grands projets d'infrastructure. C'est déjà vrai en France, c'est encore bien plus vrai dans les pays pauvres. La mise en place de ces projets dure longtemps. Il faut souvent dix ans pour monter un projet, sept ou huit ans pour le réaliser. Une vingtaine d'années, c'est une génération. Cela donne le temps de réfléchir. Aussi avons-

22 Coyne et Bellier est un bureau d'ingénieurs Conseils spécialisé dans les études techniques et la supervision de la réalisation de grandes infrastructures dans le domaine de l'eau, de l'énergie, des transports et du bâtiment. Il a également vocation à étudier les impacts sur l'environnement de ces grands ouvrages et les mesures de compensation de ces impacts pour un développement profitable à la collectivité.



© Simon Tigeris (DBSA)

nous décidé il y a trois mois d'entreprendre une première mission commune de diagnostic avec un expert d'ATD Quart Monde sur un projet d'usine hydroélectrique en Guinée. Comme il y a très peu de personnes à déplacer, ce projet n'est pas très compliqué à mettre en œuvre. Il est ressorti de cette première mission un grand bonheur d'avoir travaillé ensemble et l'impression que nous avons beaucoup de choses à nous dire, même si nous n'allons pas à la rencontre de nos interlocuteurs avec les mêmes objectifs.

Je dois dire que tant de notre côté que du côté d'ATD Quart Monde nous avons envie de continuer. Mais soyons clairs : ce n'est pas la mission de Coyne et Bellier de s'occuper de la pauvreté, encore moins de la grande pau-

vreté. Notre mission, c'est de produire de l'électricité renouvelable, de l'eau potable, de l'eau pour l'irrigation. Alors, comment peut-on faire le lien ? Et faut-il le faire ?

La question de la pauvreté est traitée dans les déclarations de Johannesburg et dans les Objectifs du Millénaire. Ce sont des déclarations globales, non contraignantes, qui n'ont aucune valeur contractuelle. On y indique des délais, mais la mesure de la performance obtenue est tellement floue que ceux-ci n'ont pas beaucoup d'importance. Il y a cependant des critères d'évaluation.

En tant que développeurs, nous voyons arriver les exigences de la lutte contre la pauvreté à travers les contreparties que les organismes



de financement comme l'AFD exigent de ceux qui conduisent des projets. Ce que vous avez entendu tout à l'heure sur ce projet au Pérou montre que l'organisme allemand qui le finance a des exigences. Ces exigences sont, en général, très liées à la protection de l'environnement mais aussi à la diminution de la pauvreté, à l'égalité des femmes, à l'éducation, etc.

Si on se réfère à des textes, le plus précis est l'«**Operational Policy 4.12**» de la Banque mondiale²³ qui traite des déplacements involon-

taires de populations. Il stipule que lorsque des personnes sont déplacées, quelle que soit la nature du projet (urbanisme, construction de barrage, etc.) il faut améliorer leur standard de vie ou au moins le maintenir. C'est une vision assez statique qui ne traite pas spécifiquement des plus vulnérables ni des solutions évolutives. L'article 8 est le seul qui parle de vulnérabilité, lorsqu'il mentionne les groupes les plus vulnérables, et notamment ceux qui sont en-dessous du seuil de pauvreté (sans terre, personnes âgées, femmes, enfants). Suivent deux expressions qui

23 OP/BP 4.12 (revised April 2004) «Involuntary Resettlement».

sont définies par ailleurs et qui n'ont pas le même caractère opérationnel selon les continents : « *peuples indigènes*²⁴ » et « *minorités ethniques* »...

Cependant dans les grands contrats d'ouvrage d'infrastructure, ces objectifs ne sont jamais formulés. Les administrations des pays pauvres ne souhaitent pas forcément que les Objectifs du Millénaire soient mis en œuvre, dans la mesure où ils mettent en cause beaucoup de choses liées à l'Etat.

Permettez-moi maintenant de poser quelques questions dont je ne connais pas la bonne réponse, mais dont je connais sûrement des mauvaises réponses. Dans les grands projets d'infrastructure, faut-il rendre contractuelles et donc contraignantes les orientations données dans les réunions mondiales et notamment les Objectifs du Millénaire ? Faut-il avoir des objectifs de délais ? Car les choses changent vite... Un projet d'infrastructure qui va prendre quinze ans, cela laisse quand même du temps pour faire du travail sérieux, surtout si on s'y prend dès le début. Donc, cela donne le temps de travailler aux Objectifs du Millénaire dans la région concernée.

Faut-il encourager des formations académiques pour que ceux qui font ces interven-

tions soient des professionnels ? Est-ce que cela peut être une spécialisation pour un économiste, pour un agronome, de traiter en priorité le problème des plus vulnérables ? Je pose cette question parce que les grands projets ont tous les moyens financiers pour traiter cela dans le temps. Ce n'est pas une question d'argent, j'en suis convaincu.

Je voudrais terminer par une anecdote sur la professionnalisation. Il n'y a pas longtemps, j'étais au Cameroun pour préparer un projet hydroélectrique dans une zone assez éloignée. Il y est prévu un grand lac. Les habitants étaient très excités et enchantés parce que, comme souvent quand on est très loin de tout, un changement vaut mieux que rien. Donc, j'ai été très bien reçu au village de Deng Deng où nous avons pu discuter. Dans la forêt de Deng Deng, il y a des gorilles, qui sont bien sûr protégés. Il est beaucoup plus facile de trouver des spécialistes des gorilles, des études sur leurs déplacements ou leurs nidifications, que de connaître les populations les plus pauvres dans la même zone. D'ailleurs, devant les représentants de la Banque mondiale, de l'AFD et devant le ministre, une délégation du village qui était venue jusqu'à Yaoundé défendre ses intérêts nous a dit ceci : « *Si vous rechignez trop à satisfaire nos demandes, sachez qu'il n'y aura bientôt plus de gorilles* »...

« Est-ce que cela peut être une spécialisation pour un économiste, un agronome, de traiter en priorité le problème des plus vulnérables ? »

24 OP/BP 4.10
« Indigeneous People »
January 2005.



2.3

L'extrême pauvreté comme violation des Droits de l'Homme

Intervention de Michel DOUCIN, ambassadeur pour les Droits de l'Homme au Ministère des Affaires Etrangères et membre de la délégation française des Droits de l'Homme à l'ONU

QUELLE EST L'ACTION DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE POUR FAIRE RECONNAÎTRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ COMME VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ? QUELS SONT LES OBSTACLES RENCONTRÉS ?

Michel DOUCIN revient sur le rôle de la France dans la reconnaissance de l'extrême pauvreté comme violation des Droits de l'Homme. Il expose également les succès et les échecs de cette diplomatie.

L'action diplomatique de la France pour faire reconnaître l'extrême pauvreté comme violation des Droits de l'Homme va de la reconnaissance symbolique à une reconnaissance se traduisant par des politiques d'actions en passant par l'élaboration de normes. A ce dernier égard, la France milite avant tout pour le projet d'un protocole additionnel au Pacte des Droits Economiques, Sociaux et Culturels

de 1966, qui permettrait à des personnes, syndicats et associations de déposer des plaintes au niveau du Comité des Nations Unies chargé de vérifier le respect du Pacte.

La reconnaissance symbolique se joue aussi principalement au sein du système des Nations-Unies. Depuis dix ans, la France porte devant la Commission des Droits de l'Homme (futur Conseil des Droits de l'Homme) une résolution sur la relation entre l'extrême pauvreté et le non-respect des Droits de l'Homme. Cette résolution a permis de créer un poste de rapporteur spécial à l'ONU qui établit un rapport chaque année sur ce sujet devant la Commission des Droits de l'Homme. Parallèlement, un groupe de travail au sein de la Sous-commission d'experts rattachée à la Commission des Droits de l'Homme s'apprête à énoncer et publier des principes directeurs destinés à guider les politiques nationales et de coopération internationale.



© AFD

Au niveau de ses politiques d'actions, la France a mis en place des contrats de « désendettement développement » dans le contexte des programmes d'annulation de la dette, ciblés sur la lutte contre la pauvreté. Les opérateurs privilégiés sont les associations de la société civile locale à même de réinvestir l'argent ainsi libéré dans des projets bénéficiant aux plus pauvres. Par ce biais, la France souhaite aussi favoriser l'émergence et la promotion des représentants des groupes pauvres afin qu'ils aient « voix au chapitre » pour l'utilisation de l'argent libéré.

Les principaux problèmes rencontrés portent sur la formulation même de la notion d'« extrême pauvreté » qui est un enjeu politique. Traiter cette question revient à s'inter-

roger sur le problème de la redistribution de la richesse et donc de la gouvernance des Etats. Souhaiter une meilleure représentation des populations les plus vulnérables c'est toucher au système politique, souvent oligarchique dans les pays pauvres. S'intéresser à la lutte contre l'extrême pauvreté, c'est bousculer la conception habituelle du développement. Longtemps on a pensé que lutter pour la croissance était promouvoir le développement et équivalait à lutter contre la pauvreté. Dans ce cas, pourquoi aurait-on identifié la lutte contre l'extrême pauvreté comme un combat spécifique ? On sait aujourd'hui que ce n'est pas suffisant. Toute la difficulté est de remettre en cause cette vision. D'où notre travail sur les trois plans : symbolique, normatif et concret.

« S'intéresser à la lutte contre l'extrême pauvreté, c'est bousculer la conception habituelle du développement. »



2.4

La campagne mondiale contre la pauvreté : revendications de la société civile

Intervention de Bernard PINAUD, Délégué général du CRID, coordinateur de l'Action mondiale contre la pauvreté-France

QUELLES SONT LES PRINCIPALES REVENDICATIONS ET PROPOSITIONS DES ONG POUR UN DÉVELOPPEMENT PLUS JUSTE ET PARTICIPATIF ? COMMENT LE MOUVEMENT ALTER-MONDIALISTE S'ORGANISE T-IL POUR QUE LES POPULATIONS DES «SANS-VOIX» SE FASSENT ENTENDRE DANS LE CONCERT DES ORGANISATIONS DE DÉVELOPPEMENT ?

Bernard PINAUD a participé à la création et au lancement de la campagne «Action mondiale contre la pauvreté» en France. Il revient sur l'historique de celle-ci.

La campagne «Action mondiale contre la pauvreté» a rassemblé plus de cinquante organismes de la société civile française rassemblant ONG et syndicats, collectivités territoriales et organisations issues du mouvement altermondialiste. Elle a recueilli plus de 300 000 signatures en France. Cette campagne a été baptisée en 2005 «2005, plus d'excuses!». Elle est devenue une véritable plate-

forme qui organisera tous les ans un séminaire pour faire un point sur les avancées ou non de la réalisation de ces Objectifs du Millénaire pour le Développement et les responsabilités de la France.

L'année 2005 a été importante pour la société civile car elle représentait le tiers du parcours du calendrier fixé pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cette campagne a mobilisé plus de quinze millions de citoyens à travers le monde dans plus de soixante-dix coalitions nationales.

Les demandes adressées aux pouvoirs publics ont été les suivantes : l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, la redéfinition de la viabilité de la dette au regard des Objectifs du Millénaire pour le Développement, la hausse du montant et de la qualité de l'aide publique au développement (APD), la mise en place de taxes internationales pour un financement du développement complémentaire à celui de l'APD, ainsi que de règles commerciales plus justes dont la remontée des prix des produits



© AFD

agricoles et des mécanismes de régulation des marchés. Mais aussi, la lutte contre les paradis fiscaux et la réforme globale de la gouvernance mondiale surtout en ce qui concerne la soumission des institutions financières internationales au droit international. Si l'on réduit de moitié la pauvreté selon les Objectifs du Millénaire pour le Développement, ne va-t-on pas réduire la pauvreté des moins pauvres en excluant les plus pauvres ?

La question de la participation des plus pauvres est essentielle. Il est indéniable que les pauvres sont les experts de la pauvreté. Les projets mis en place par les institutions financières semblent s'approprier cette question de la participation des plus pauvres. Cependant, on peut s'interroger sur les mécanismes. A titre d'exemple, les cadres stratégiques de réduction de la pauvreté (CSRP) comportaient un tel mécanisme. Ainsi, les Etats du Sud

avaient l'obligation de consulter leur société civile dont la population la plus pauvre dans le cadre de l'élaboration des CSLP. Malheureusement, ces consultations n'ont pas eu lieu ! Face à ce constat, des organisations du sud ont monté des processus d'élaboration de CSLP alternatifs prenant en compte la voix des plus pauvres. Par ailleurs, on assiste à l'émergence à travers le monde de mouvements de pauvres qui participent au mouvement altermondialiste (les «sans terre» au Brésil, etc.) Par exemple le mouvement international de petits paysans Via campesina qui rassemble cent organisations du type des «sans terre» dans quarante pays et représente soixante millions de paysans. Un futur réseau baptisé «no vox» est en train de voir le jour au niveau international. En France, ce sont des associations telles que le Droit au Logement (DAL) et Action contre le chômage (AC!) qui participent à cette aventure.

«Si l'on réduit de moitié la pauvreté selon les Objectifs du Millénaire, ne va-t-on pas réduire la pauvreté des moins pauvres en excluant les plus pauvres ?»



2.5

Le rôle des agences d'aide au développement dans la prise en compte de la pauvreté

Intervention de Jean-Francis BENHAMOU, chargé de mission au département Infrastructures et Développement urbain de l'AFD

COMMENT LES AGENCES D'AIDE BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE PEUVENT-ELLES MIEUX PRENDRE EN COMPTE L'APPORT DES ONG DE LEUR PAYS, DES GOUVERNEMENTS ET DE SES PEUPLES EN DÉVELOPPEMENT POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ?

Jean-Francis BENHAMOU présente les principales conclusions d'un document récemment paru (mars 2006), intitulé «*promoting pro-poor growth*», publié par le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Ce document dont il a contribué à la rédaction, présente les orientations retenues par les bailleurs bilatéraux pour appuyer des politiques publiques en faveur des infrastructures économiques (transport, énergie, technologies de l'information et de la communication, et eau) dans les pays en développement pour promouvoir (ou soutenir) la croissance économique et réduire la pauvreté.

Le document souligne l'importance des infrastructures économiques dans la lutte contre la pauvreté. Il expose par ailleurs les quatre principes directeurs proposés dans le document, qui visent à renforcer l'impact sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté de l'aide publique au développement en faveur des infrastructures économiques.

LES INFRASTRUCTURES ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

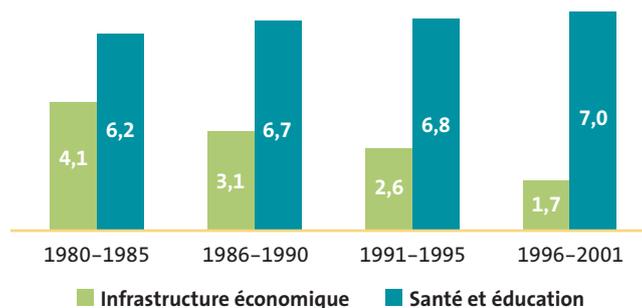
De nombreux travaux académiques récents reconnaissent le rôle majeur des services d'infrastructures économiques pour faire reculer la pauvreté et contribuer, de ce fait, à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'amélioration des conditions de vie, tant en termes de santé et d'éducation que de capacité d'initiative économique des populations pauvres et vulnérables, passe par l'existence de services d'infrastructures économiques adaptés aux besoins, techniquement fiables et financièrement abordables.



© AFD

L'absence de services d'infrastructures économiques pénalise en premier lieu les populations pauvres et vulnérables qui sont fréquemment contraintes de payer plus cher des services de qualité médiocre, aussi bien en milieu rural que péri-urbain ou urbain. En contrepartie, il apparaît que les infrastructures ont un coût et doivent faire l'objet de tarification pour les services rendus. La gratuité des services d'infrastructure s'avère néfaste dans la plupart des cas et tend à pénaliser plus particulièrement les populations pauvres du fait des gaspillages engendrés et de l'absence de maintenance qui en résulte.

Cependant, les financements des bailleurs pour les infrastructures économiques ont enregistré une baisse au cours de la précédente décennie alors que ceux en matière de santé et de l'éducation ont augmenté, comme le montre le tableau ci-dessous.



«C'est l'existence de politiques publiques actives, cohérentes et efficaces dans les pays en développement qui est gage de réussite.»

Les politiques d'ajustement des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix ont eu des résultats décevants notamment en ce qui concerne l'émergence du secteur privé dans la prise en charge des investissements d'infrastructure. Au-delà de la forme de propriété (publique ou privée), c'est l'existence de politiques publiques actives, cohérentes et efficaces dans les pays en développement qui est gage de réussite.

LES QUATRE PRINCIPES DIRECTEURS DE L'APD EN FAVEUR DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES POUR LE RENFORCEMENT DE L'IMPACT SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Ces principes visent, en priorité, une meilleure efficacité et une coordination renforcée des stratégies des bailleurs. Ces principes sont l'appui sur les stratégies des pays partenaires ainsi que l'appui aux politiques de croissance favorable aux pauvres dans les stratégies des pays, mais aussi la recherche des résultats durables par renforcement de la qualité de gestion des infrastructures et la démultiplication des sources de financement pour faire jouer un effet de levier à l'APD.

Le premier principe directeur concerne l'appui sur les stratégies des pays partenaires.

Cela suppose pour les pays partenaires à la fois l'existence d'une approche stratégique ou la volonté politique d'une telle approche mais aussi une programmation effective des investissements publics (les DSRP). De leur côté, les donateurs doivent se cordonner et respecter le principe de «dé-liaison» de leur aide, appuyer l'approche programme et les réformes envisagées, renforcer leurs échanges d'analyses et de données et utiliser au mieux, et le cas échéant renforcer, les systèmes administratifs locaux en évitant le recours à des cellules de projet.

Il convient aussi de s'appuyer sur les politiques de croissance favorable aux pauvres. Dans cette optique, il convient de promouvoir une croissance en faveur des pauvres, ce qui doit être une préoccupation partagée par les pouvoirs publics des pays partenaires et les donateurs. Il s'agit non pas de légitimer un projet ou une action parce qu'elle ciblerait quelques «pauvres» mais d'inciter à promouvoir des dynamiques économiques et sociales favorables à une majorité de personnes pauvres.

Cela implique la prise en compte de plusieurs dimensions, notamment celles de l'accessibilité technique des services d'infrastructure pour le plus grand nombre (approche par la demande) mais aussi l'accessibilité finan-

cière des services par recours, le cas échéant, à différentes formes de subventions (croisées ou publiques), l'explicitation préalable de l'impact économique attendu pour les populations concernées en termes d'emploi et d'initiative économique et enfin, la non-discrimination par le genre et l'intégration des populations vulnérables.

Les donateurs doivent donc plus particulièrement contribuer à mieux identifier les populations pauvres et promouvoir leur participation, proposer des options techniques et commerciales adaptées et encourager des politiques de régulation favorables aux pauvres. Ces donateurs doivent aussi inciter à la participation des bénéficiaires ou du secteur privé local dans la mesure où cela permet d'élargir la couverture des services et d'en assurer le bon fonctionnement dans des conditions tarifaires acceptables et aborder systématiquement les questions de genre et des populations vulnérables.

Un autre principe est celui visant à **améliorer la gestion des infrastructures pour atteindre des résultats durables**. Les défaillances dans la gouvernance et la gestion des infrastructures, notamment par des entités publiques, sont sources de pertes importantes qui freinent l'initiative économique, pénalisent les populations pauvres et entraînent des dégâts



© AFD

environnementaux. Accorder la priorité à la bonne gestion des infrastructures apparaît donc comme un des éléments essentiels d'une croissance économique favorable aux pauvres.

Pour les Etats des pays partenaires comme pour les bailleurs, l'amélioration de la gouvernance et de la maintenance des équipements d'infrastructures passe par une politique de couverture des coûts d'utilisation des infrastructures par les tarifs et, le cas échéant, des subventions ainsi qu'une politique de renforcement des capacités et de recours au secteur privé (local) quand son action est démontrée plus efficace que le secteur public. Il s'agit aussi de mener une politique de transparence dans la gestion (notamment financière et des ressources humaines) et de lutte contre les interférences d'ordre politique et la corruption et de prendre en compte systématiquement des effets environnementaux dès le stade de la construction.

Le rôle des donneurs consiste principalement à appuyer le maintien de la valeur des actifs des infrastructures par financement, assistance technique, renforcement des capacités et encouragement en faveur de mesures anti-corruption et préalablement à toute politique d'extension des réseaux, aider les pays à établir des systèmes de couverture des coûts et de recouvrement tarifaire notamment en direction des entités publiques. Les donneurs doivent aussi promouvoir les partenariats public-privé (PPP), susciter des initiatives privées locales et encourager les mesures de protection de l'environnement.

Enfin, il s'agit de **démultiplier les sources de financement pour faire jouer un effet de levier à l'APD**. Les besoins de financement des infrastructures dans les pays partenaires sont immenses et les ressources publiques locales comme celles en provenance des bailleurs ne peuvent suffire. Il est donc capital de diversifier les sources de financement en favorisant la mobilisation de l'épargne locale et l'investissement du secteur privé (local et international), d'autant que les politiques d'investissement public des pays partenaires ne peuvent se réaliser que dans la mesure où elles ne compromettent pas les équilibres budgétaires à long terme.

Le rôle des donneurs consiste à disposer d'une aide prévisible à moyen terme, à même de faciliter les projections budgétaires des Etats partenaires et diversifier les instruments financiers afin de s'adapter aux contraintes d'exploitation financière des investissements et de promouvoir des solutions à faible risque en mobilisant l'épargne locale. Ils doivent aussi appuyer, par de l'assistance technique ou du renforcement de capacité, la constitution de marchés financiers diversifiés et d'actions de décentralisation.



© E. Beugnot (AFD)

Débat et série de questions avec la salle

La catégorie des pauvres est universelle.

Quels sont les indicateurs de pauvreté ?

La catégorie des pauvres ne peut pas être utilisée dans des pays où il n'y a uniquement que des pauvres. Dans ce contexte, il faut s'attacher aux populations les plus vulnérables.

Comment entendre la «voix des pauvres» ?

L'importance des processus participatifs est essentielle et des espaces doivent être mis en place à cet effet dans les projets. La pauvreté est un enjeu politique. Pourtant, il existe aujourd'hui une grande dichotomie entre une coopération plutôt axée sur le politique qui influence les gouvernements et une coopération plus technique axée sur la productivité. Cette articulation s'avère délicate car la question de la pauvreté doit d'abord être traitée sous l'angle politique.

L'AFD pourrait-elle intégrer dans ses missions d'évaluation les résultats acquis par les populations en situation d'extrême pauvreté ?

La dimension pauvreté n'est pas systématiquement prise en compte dans la post-évaluation des projets de l'AFD. Néanmoins,

il existe une réelle sensibilisation à la pauvreté et l'AFD progresse en ce sens. Vis-à-vis des populations indigènes, des réunions de concertation ont lieu au sein de l'Agence afin de réfléchir à une méthode commune pour apporter des solutions aux populations déplacées lors de la mise en place de projets.

Les bailleurs demandent-ils des conditionnalités démocratiques et le respect des Droits de l'Homme dans leur soutien aux cadres stratégiques des pays où ils interviennent ?

Des conditionnalités de ce type existent mais elles demeurent très difficiles à mettre en œuvre. Dans la pratique les bailleurs mettent en place des logiques inclusives qui intègrent au quotidien un aspect démocratique. Il est donc possible de refuser de financer des projets dans un pays qui ne respecterait pas ces conditions.

Conclusion de la table-ronde du séminaire

Bernard TARDIEU souligne l'importance du sens du mot «développement». Aux yeux d'ATD Quart Monde, la notion de «développement» est délicate car même si la réduction de la pauvreté en est un des objectifs principaux, l'extrême pauvreté et l'exclusion peuvent néanmoins être des dommages collatéraux de ce développement. Ainsi, le succès d'un projet de développement n'évite pas les exclus.

Les pauvres sont les experts de la pauvreté et leur voix doit être entendue. C'est pourquoi Bernard PINAUD interpelle les acteurs du développement afin qu'ils considèrent les mouvements sociaux émergents de ces dernières années (mouvements des sans-terre au Brésil, ...) comme des interlocuteurs. L'aspect participatif des plus pauvres et des populations les plus vulnérables doit être amélioré. Jean-Francis BENHAMOU le rappelle en affirmant qu'imposer des logiques inclusives à chaque étape de l'action est une nécessité absolue et doit être un combat quotidien.

Pour Bernard PINAUD, il faut passer d'une conception du développement comme une réponse à des besoins à une conception du développement comme un accès aux droits fondamentaux. C'est sur cette avancée générale que s'orientent les ONG françaises. Une plate-forme rassemblant les différents acteurs de la société civile milite pour l'ajout du thème de l'extrême pauvreté comme violation des Droits de l'Homme.



L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

Institution financière spécialisée, l'Agence finance dans les cinq continents et dans les collectivités françaises d'Outre-mer, des projets portés par les pouvoirs publics locaux, les entreprises publiques et les secteurs privé et associatif.

Ces projets concernent le développement urbain et les infrastructures, le développement rural, l'industrie, les systèmes financiers, l'éducation et la santé.

Pour répondre à chaque situation, l'Agence propose une gamme d'instruments financiers, subventions, garanties, prises de participation, toutes formes de prêts aidés et de prêts à condition de marché.

L'AFD est l'opérateur pivot du dispositif français d'aide publique au développement.

L'Agence inscrit ses interventions dans le cadre des Objectifs du Millénaire avec une forte priorité à l'Afrique. Elle soutient la croissance économique et la réduction de la pauvreté et favorise la préservation de l'environnement.

Le développement durable fait partie intégrante de sa stratégie. L'AFD construit des partenariats financiers et intellectuels avec les autres acteurs du développement. Elle contribue, en lien avec ses tutelles, à l'élaboration des politiques publiques et à l'influence française dans ce domaine.

LE MOUVEMENT ATD QUART MONDE

Le Mouvement ATD Quart Monde est une organisation non gouvernementale qui invite les personnes et les institutions à rejoindre les très pauvres dans leur combat quotidien pour se libérer de la misère. Il agit pour la construction d'une société où l'égalité de chaque être humain est reconnue et où l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale ont disparu.

Il a été fondé en 1957, dans la banlieue de Paris, par le père Joseph Wresinski (1917-1988), un homme dont la famille a souffert de la grande pauvreté. Pour assurer son développement et faire entendre la voix des plus pauvres, le Mouvement ATD Quart Monde a donné naissance à de nombreuses associations ATD Quart Monde nationales, et en 1974 au Mouvement international ATD Quart Monde. Le Mouvement ATD Quart Monde est actuellement présent dans trente pays et grâce au réseau du «Forum permanent sur l'extrême pauvreté dans le monde», il a des correspondants dans plus de cent pays.

Avec les personnes et les familles très défavorisées, elles-mêmes, il engage des actions pour permettre à tous l'accès aux moyens nécessaires à une vie digne et à l'exercice de ses droits et responsabilités. Il effectue aussi un travail de recherche et de connaissance sur les mécanismes de l'extrême pauvreté et de l'exclusion sociale. Enfin, il mène au niveau national et international des actions auprès des pouvoirs publics pour obtenir la représentation des plus pauvres et agit auprès de l'opinion publique pour que se développe un courant du refus de la misère à travers le monde.

Photo de couverture : ATD Quart Monde

AFD

5, rue Roland Barthes - 75598 Paris Cedex 12 - France
Tél. : + 33 1 53 44 31 31 / Fax : + 33 1 44 87 99 39 / www.afd.fr

ATD

114, avenue du Général Leclerc - 95480 Pierrelaye
Tél. : +33 1 34 30 46 10 / Fax : + 33 1 34 30 46 21 / www.atd-quartmonde.org



ATD
QUART MONDE



Cette publication a été imprimée dans le respect de l'environnement avec des encres végétales et sur papier FSC (gestion durable des forêts).